10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Une intéressante intervention à la Chambre. Des socialistes blâment implicitement l'insupportable prétention de la C. G. T. d'arrêter la vie nationale sans l'ombre d'un motif. — L'organisation du travail à la campagne. L'avenir est aux coopératives. — La grève du 21. — Les événements d'Italie. — Le doux régime de Lénine. — La crise espagnole.

La séance de mardi à la Chambre a été consacrée en grande partie à une intéressante discussion sur la vie chère.

Les débats autorisent quelques réflexions dont le pays veut faire son profit.

Un socialiste, M. Pressemane, parlant de la situation économique, a eu le courage de prononcer les paroles suivantes :

« Comme socialiste, je dois avoir l'honnêteté de dire les choses comme je les vois et comme je les connais. »

Nous connaissons tous l'état général des classes ouvrières. Non seulement en France, croyez-le bien, mais dans tous les pays du monde, une vague de fatigue passe. Le rendement est loin d'être ce qu'il était jadis ; il y a une sorte de démoralisation, d'absence de l'état d'avant-guerre. Cela résulte, tantôt de l'excès de travail pendant quatre ans, tantôt — pour ceux qui ont fait la guerre — de la perte de l'habitude du travail, de la difficulté de réadaptation, d'un affaiblissement moral facile à constater.

Cela résulte aussi des rapports entre les patrons et les ouvriers. Les ouvriers touchent des salaires de plus en plus élevés, mais arrivent difficilement à vivre ; les patrons, subissant des prix de revient formidables en raison de l'état économique du pays, sont pris entre l'obligation de payer de hauts salaires et l'impérieuse nécessité d'aboutir à des prix de vente qui leur permettront de lutter.

C'est très juste. Mais le mal étant si bien défini par un membre du parti socialiste, pourquoi ce parti ne s'élève-t-il pas avec indignation contre les arrêts de travail imposés, sans raison, par la C. G. T. ?

Un début de la séance un autre incident significatif s'était produit : M. François Fournier avait demandé que la séance fût levée « en signe de glorification de la victoire ».

M. Bedouce, socialiste, s'y opposa : « Le président du conseil nous a dit : « Au travail. » Donnons l'exemple », avait prononcé le député de l'Oulouse.

Et il avait ajouté : « Nous ne connaissons qu'un moyen de glorifier la victoire, c'est de préparer la prospérité par le travail. »

Belle parole, à laquelle M. Laniel, député républicain du Calvados, opposa simplement cette question indiscrète : « Travaillera-t-on le 21 juillet ? Engagez-vous vos amis à travailler ce jour-là ? » Pas de réponse. Il insiste : « Je pose la question. À quoi le président se hâta de dire : « Ce n'est pas le moment. » Et la séance continua.

Il est très joli de reconnaître à la tribune du Parlement que la prospérité de la France dépend uniquement du travail intensif de la nation ; il est parfait de vouloir glorifier la victoire par un labeur de tous les instants ; mais il serait beaucoup plus digne que les députés socialistes misent leurs actes d'accord avec leurs paroles ; qu'ils aient le courage louable de dire à la C. G. T. :

« Renoncez à une agitation injustifiée funeste au pays. Défendez, certes, les intérêts de la classe laborieuse, mais cette dernière ayant pleine satisfaction pour les salaires et la durée du travail, incitez-la à produire, à produire encore et toujours. Il y a du salut de la France. Il y a aussi de l'intérêt des travailleurs, car le jour où la production sera sérieuse on pourra, enfin, enregistrer un fléchissement du prix de la vie. C'est en prêchant l'union, la concorde et le travail qu'on attendra ce résultat. Il est intéressant de noter l'avenue implicite mais formelle, à ce sujet, de quelques socialistes de la Chambre ! »

Le Congrès de l'agriculture s'efforce d'établir un lien permanent, entre toutes les associations agricoles. Il veut grouper toutes les forces vives de la campagne, car c'est grâce au travail intensif par une union féconde qu'on obtiendra le relèvement économique du pays.

Nous avons cité, à ce sujet, l'exemple édifiant de la Hollande qui a surmonté une crise grave et qui a al-

teint un degré de prospérité inouïe par la création de coopératives puissantes.

C'est par l'association que nos cultivateurs s'assureront, au meilleur prix et dans la meilleure qualité, les moyens de production matériels. Un travailleur isolé ne saurait avoir les avantages que donne une association intelligente.

La Confédération nationale des Associations agricoles veut grouper tous les travailleurs de la campagne. Si elle atteint son but, c'est pour les petits agriculteurs une période nouvelle d'activité et de prospérité. Il faut qu'ils comprennent, dit la Feuille d'Information, qu'une grande tutrice leur est donnée qui veillera sur eux, prendra leur cause et leurs intérêts en main, et mettra en les leurs, s'ils savent entendre sa voix et suivre ses conseils, tous les moyens de porter l'agriculture française à son plus haut degré de puissance et de rayonnement.

Que nos paysans se groupent donc, qu'ils constituent des coopératives qui seront aussitôt secondées par la Confédération nationale des Associations agricoles. Il ne faut pas perdre de vue que les coopératives imbuës du principe de mutualité peuvent, par l'addition de toutes les forces et en laissant à chacun son individualité, sa liberté d'action personnelle, lui permettre de tirer de sa terre avec le maximum de produits, le maximum de bénéfices. Coopératives de production, coopératives de transformation et coopératives d'exportation, sont trois forces indispensables au relèvement de notre agriculture, trois forces à l'organisation et à l'accroissement desquelles tous nos agriculteurs petits et grands, doivent travailler sans délai et sans relâche.

La C. G. T. a une mauvaise presse. De tous côtés les récriminations violentes s'élèvent contre une décision stupide qui va à l'encontre de l'intérêt national.

De très nombreuses corporations refusent de chômer lundi.

En Italie, un grand nombre de groupements de cheminots ont décidé de ne pas se livrer à une manifestation impopulaire et injustifiée. La grève, si elle a lieu, chez nos voisins, sera très limitée.

Ainsi, partout, les populations se dressent contre les meneurs qui rêvent de chambardement !

Il est fort probable que la C. G. T. va à un échec qui ébranlera son autorité.

Est-ce cela qu'elle cherche ?

— DERNIÈRE HEURE : Devant l'attitude très ferme de Clemenceau qui a dit à la C. G. T. qu'il ferait tout son devoir lundi ; devant le vote hostile de plusieurs associations, celle du Livre notamment, la C. G. T. a décidé d'AJOURNER LA GRÈVE.

C'est un échec très net !

Le Cabinet Nitti qui recommande le calme et la modération à la presse italienne a obtenu, au Parlement, un vote de confiance par 256 voix contre 111. C'est un joli résultat qui donne au ministère l'autorité nécessaire pour poursuivre la tâche qu'il s'est tracée ; mettre fin aux provocations injustifiées du pays contre la France.

La censure n'avait pas permis de parler, chez nous, des incidents regrettables qui ont précédé le douloureux assassinat de quelques soldats français à Fiume. Aujourd'hui, on laisse à la presse une latitude plus grande. Il convient donc de dire, sobrement, ce qu'était la situation par delà les Pyrénées, il y a quelques semaines.

Des impérialistes exaltés représentaient l'Italie comme ayant sauvé la France. Ils demandaient en échange que l'Adriatique fût reconnue comme lac italien. C'était la mort de la Yougo-Slavie. L'ancien ministre au lieu de réagir contre cet état d'esprit inquietant laissa la campagne s'exacerber. L'inévitable se produisit. Les têtes s'échauffaient contre la France. Ce n'était partout que manifestations hostiles à notre pays, jusqu'au jour où, à Fiume, la chose tourna au tragique : plusieurs français furent assassinés et tués !

M. Nitti a cherché à remonter le courant. Aussitôt, la presse a changé d'attitude. Il était temps. Car enfin la prétention italienne d'avoir sauvé le monde est excessive. Personne ne songe à contester à nos voisins la juste part de gloire qui leur revient, mais il ne faut rien exagérer. Ce n'est pas à nous de leur offrir le fruit de nos victoires, comme l'affirmait sa presse, mais notre alliée a obtenu, déjà, plus que les acharnés irrédentistes italiens demandaient

autrefois. Nos frères latins ont Trieste, Trieste, et au-delà. Au nord, ils atteignent les Alpes rhétiques. A l'est, ils ont obtenu des territoires slaves adossés à Goritz et Pola. « Comment donc, écrit Anguste Gauvain des Débats, les Italiens pourraient-ils jalouser la France, à qui la paix ne donne pas même une population égale à celle d'avant guerre ? Comment peut-on qualifier de paix impérialiste française une paix qui n'accroît pas la population de la France et qui la laisse en proie à d'inextricables difficultés matérielles ? Comme M. Raimondo l'a dit à Montecitorio, l'Italie a gagné sa guerre parce qu'elle a réalisé son but : la dissolution de la monarchie austro-hongroise. Peut-on en dire autant de la France ? L'Allemagne ne reste-t-elle pas compacte ?

Alors pourquoi la presse italienne s'acharne-t-elle à réclamer le renforcement de l'Allemagne au moyen de l'adjonction de l'Autriche au Reich ? Nous avons puissamment contribué à la chute de l'Autriche par l'expédition de Salonique, que le Cabinet de Rome contrecarrait de cent façons. On se demande s'il y aurait jamais eu une victoire de Vittorio-Veneto si le corps expéditionnaire d'Orient — où les contingents italiens jouaient le rôle de frein — n'avait pas emporté de haute lutte, en septembre 1918, les positions bulgares jugées inexpugnables, et si l'armée serbe n'avait porté la guerre de l'autre côté du Danube et de la Save en coupant les communications des Impériaux. »

La situation est donc nette désormais. L'Italie est comblée. Elle doit mettre fin à une campagne injuste contre la France. Elle doit accepter loyalement la constitution d'une Yougo-Slavie qui contribuera à la tranquillité de l'Europe Centrale. M. Nitti se doit de travailler sans relâche à ce résultat, le seul qui puisse maintenir de fraternelles relations entre la France et l'Italie. Il n'y aura pas de bonne paix sans une confiance loyale et réciproque.

Nos internationalistes bolcheviques affirment dans leurs journaux que la paix ne sera définitive dans le monde que le jour où les travailleurs auront fait la révolution et tendu la main à Lénine et à Beki Kuhn.

On sait quel abominable bandit est le tyran révolutionnaire qui mène la Russie à la ruine et à la honte, mais il n'est pas mauvais, chaque fois que l'occasion s'en présente de renforcer l'opinion du public sur l'infamie du bolchevisme.

Voici un fait précis qui a trait à l'occupation de Walk par les troupes rouges. Le récit est d'un témoin qui a miraculeusement échappé au massacre. Il est instructif :

Le bolchevisme fit rage à Walk. Le nombre de personnes tuées par eux est grand, mais pas définitivement établi. De plus, les Bolcheviks emmenèrent 700 personnes qui, d'après le rapport des habitants du district, furent assassinées, en route.

Les assassinats furent commis de la même façon qu'ailleurs. Les malheureux, qui appartenaient aux différentes classes de la société, étaient arrêtés sous toutes sortes de prétextes, gardés prisonniers pendant quelques jours, puis, par groupes de vingt ou trente, conduits hors de la ville sur le terrain d'exécution, où des tombes étaient déjà préparées pour les ensevelir. Chaque jour, de vingt à trente personnes étaient exécutées sans examen ni jugement. Avant d'être fusillées, les victimes étaient torturées de toutes les façons imaginables. Tous les corps portaient des marques de nombreuses empreintes de baïonnettes ainsi que de blessures d'éclats d'obus. Les crânes étaient fracassés et les os brisés. Même après la mort ; quand les corps étaient roides, les Bolcheviks arrachaient les bras et les jambes et brisaient les os de leurs victimes.

Les Bolcheviks ont inculqué une telle terreur aux habitants des provinces qu'ils n'osent même pas parler des actes de ceux-ci, et par conséquent il est difficile de se procurer un rapport exact des atrocités commises à Walk.

La situation est du reste la même partout où passent les soldats de Lénine. En février 1919, paraissait à Liban, en texte allemand, une brochure « La vraie figure du Bolchevisme » qui décrit les massacres organisés par les Bolcheviks à Vesemberg et à Dorpat où périrent des centaines de victimes, les unes fusillées sur la glace de la rivière, les autres tuées à bout portant dans les caves d'une banque. Parmi ces dernières se trouve l'archevêque Platon dont une photographie jointe au texte

montre le cadavre horriblement défiguré.

Une autre photographie reproduit très lisiblement la carte postale d'un garde rouge letton à sa fiancée. Qu'on juge par ces quelques lignes de la barbarie de ces trop fameux bandits. « J'ai du nouveau à t'annoncer. Moi et quelques-uns de tes amis, nous avons assommé ton ancien patron. Il a bien prié que nous lui laissons seulement la vie. Mais j'ai tiré cinq coups et il était mort. Quant à la petite fille, mon ami l'a égorgée avec son poignard comme un porc. »

Qui donc, en France, ne serait pas séduit par le doux régime que nos internationalistes voudraient instaurer chez nous ?

Nous avions déclaré, après les élections espagnoles, que les jours du Cabinet Maura étaient comptés. L'événement s'est produit. Il était évident qu'un parti accrocché au pouvoir grâce à une pression sans précédent sur les électeurs ne pourrait se maintenir. La colère des groupes était trop vive et trop justifiée.

M. Maura doit abandonner la partie. Mais la majorité conservatrice des Cortès, obtenue par la pression officielle ne permet pas la constitution d'un cabinet libéral. Il est donc probable qu'on essaiera d'un ministère de concentration des conservateurs.

La solution ne sera qu'éphémère. Le mal provient de la politique suivie par nos voisins au cours de la guerre. La neutralité espagnole, peu bienveillante à notre égard, place le pays dans une situation difficile après la victoire de l'Entente.

L'Espagne ne retrouvera son calme et sa stabilité politique que le jour où elle se rapprochera franchement des Alliés.

Juste-à-elle restera isolée de l'Europe et sa situation intérieure sera troublée et précaire.

Il n'est plus possible, aujourd'hui, à une nation européenne, de ne pas marcher en plein accord avec les nations qui ont assuré la paix du monde par le triomphe du droit.

A. C.

INFORMATIONS

Les cheminots italiens ne chômeraient pas

Il semble de plus en plus probable que la grève annoncée pour le 21 juillet ne sera pas générale.

Les cheminots de Rome et de Milan, en particulier, au cours d'une réunion tenue mercredi, avaient déjà refusé leur adhésion et voté un ordre du jour engageant leurs camarades de toute l'Italie à éviter au pays le fléau que constituerait une grève générale des chemins de fer.

De son côté, l'Union des cheminots, qui groupe de nombreux adhérents, a décidé, également, de ne pas cesser le travail.

Les P. T. T. ne chômeront pas tous

À la suite d'une réunion à la C. G. T. du comité national de la Fédération postale, il semble certain que les ouvriers et les sous-agents des P. T. T. chômeront le 21 juillet, mais l'attitude des agents est moins certaine.

Les Allemands évacuent la Lithuanie

Les Allemands évacuent rapidement la Lithuanie. Toutes leurs unités militaires sont en route vers l'ouest.

Les Bolcheviks à Ekaterinbourg

Un radiotélégramme expédié de Moscou annonce que les troupes bolcheviks ont pris Ekaterinbourg, le 14 juillet.

Explosion d'une fabrique de munitions

Jeudi soir, nous avons reçu trop tard pour être publiée une dépêche annonçant qu'une explosion avait eu lieu au Bourget dans une fabrique de munitions. Le feu a pris dans un dépôt d'essence situé à proximité. Plusieurs immeubles ont sauté. Il y a des morts et des blessés.

L'affaire Almereyda

La chambre des mises en accusation a rendu jeudi son arrêt dans l'affaire Almereyda, qui fit l'objet d'un supplément d'information ordonné par la cour, au début de

l'année, à la suite d'une plainte de Mme Claire Almereyda, dénonçant comme l'auteur de l'assassinat de son mari le détenu Bernard.

Cette information nouvelle n'ayant confirmé aucun des points contenus dans la plainte de la partie civile, la chambre des mises en accusation, présidée par le conseiller Assaud, a renouvelé sa décision du 21 décembre 1917, clôturant l'information par une ordonnance de non-lieu.

Mort de M. Chaumié

On annonce la mort de M. Joseph Chaumié, sénateur du Lot-et-Garonne, ancien ministre de l'Instruction publique et de la justice, décédé vendredi dans sa propriété, près d'Agen, à l'âge de 70 ans.

Chambre des Députés

Séance du 17 juillet 1919

Dans la séance du matin, la Chambre poursuit la discussion du projet destiné à améliorer les traitements du personnel enseignant. Une allocation annuelle de 330 francs pour le premier enfant et de 480 francs par enfant en sus du deuxième est adoptée, ainsi que le relèvement de 500 francs du traitement des agrégés et de 300 francs le traitement des chargés des cours.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre continue la discussion du projet de loi relatif aux traitements du personnel enseignant. Le projet est voté.

Séance du 18 juillet

Dans sa séance du matin, la Chambre discute le projet de loi relatif à l'extension de la capacité civile des Syndicats professionnels des fonctionnaires. L'article 4 qui refuse le droit syndical aux militaires, agents assermentés, est adopté : le projet est voté.

Sur le projet relatif aux décorations à accorder à l'agriculture et au ravitaillement, il est décidé qu'un dixième seulement sera accordé au ravitaillement.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre discute les interpellations sur la vie chère.

MM. Barthe, Merlin, Renard, Durand présentent des observations diverses.

M. Boret répond aux interpellateurs ; un ordre du jour contre M. Boret est voté par 227 voix contre 213.

CHRONIQUE LOCALE

L'entente pour le succès

Il faut que les électeurs du Lot se pénètrent bien de ceci :

Le scrutin proportionnaliste avec un seul tour ne donnera de bons résultats que si les braves gens de tous les partis, allant du centre jusqu'aux socialistes exclus (puisque les socialistes ne veulent d'entente avec personne), se mettent d'accord pour avoir UNE SEULE LISTE.

Si l'on opère de cette façon. Si l'on arrive à faire comprendre à tous les groupements que l'intérêt supérieur du pays commande de s'entendre sur une liste de trois noms connus, honnêtement connus, on battra les politiciens, parce que les 3 candidats choisis auront tous les 3 la majorité absolue et que le quotient n'aura pas à intervenir.

Si on se divise ; si les partis laissent les listes se multiplier, ce sera l'émiettement des forces saines du département et la victoire des arrivistes qui ne peuvent passer, grâce au quotient, que par notre division.

Dès aujourd'hui, préparons-nous à former une liste unique d'union républicaine, composée de trois candidats sérieux pris dans les 3 groupements allant du centre gauche jusqu'aux socialistes.

C'est la condition de la victoire.

Votes de nos députés

Sur l'amendement de M. Boussenot tendant à la suppression des mots « du ravitaillement » dans le libellé « ministère de l'agriculture et du ravitaillement » au sujet du projet tendant à accorder des croix de la légion d'honneur aux fonctionnaires de l'agriculture et du ravitaillement, nos députés ont voté :

Pour : M. Bécays.

Contre : M. de Monzie.

La Chambre a repoussé l'amendement par 244 voix contre 132.

ENCORE DEUX MOTS

Sur une interpellation

Paris, 14 juillet.

Mon cher Directeur,

J'ai parlé ces jours-ci à vos lecteurs de la signification qu'avait l'intervention entendue de deux députés en faveur du rétablissement de l'ambassade française auprès du Vatican. J'ai donné les raisons de politique électorale qui avaient déterminé ces députés à prendre cette initiative. Ce ne sont pas les seules raisons. En voici une autre, elle n'est pas moins puissante.

Chacun sait que M. Caillaux va être traduit devant la Haute-Cour pour avoir, par ses manœuvres, notamment en Italie, travaillé à briser notre alliance avec l'Angleterre et à nouer, en pleine guerre, des relations avec les Boches. On verra dans le dossier que compulsé en ce moment M. Pérès, le détail de ses intrigues en Italie. M. Caillaux s'est mis en rapport avec tous les amis que l'Allemagne comptait en Italie, avec les socialistes germanophiles ou neutralistes, avec l'ancien parti de Giolitti, l'ami des Allemands, et avec le parti ultramontain qui s'agitait autour du Vatican, qui ne peut pas se consoler de la disparition du pouvoir temporel du pape et qui a de très vives sympathies pour l'Allemagne et surtout pour l'Autriche.

Or, il est bien évident que, lorsque certains sénateurs radicaux connaîtront les manœuvres de M. Caillaux auprès de certains prélats italiens, la nature même de ces intrigues les disposera fortement contre ce politicien. M. Caillaux achèvera de perdre auprès d'eux les derniers restes de l'indulgence que pouvait lui consacrer le souvenir de ses doctrines anticléricales. Il faudrait donc que quelqu'un se dévouât pour parler à l'avance le coup par une manœuvre à longue portée.

Lorsque viendra le procès Caillaux on peut être sûr que ses trois avocats diront en substance à nos sénateurs :

« Mais voyez donc, Messieurs, qu'est-ce qu'on nous reproche ? D'être allés au Vatican ? Qu'est-ce que cela prouve. Un « incrédule est déjà monté à la tribune de la Chambre pour proposer de reprendre « les relations diplomatiques avec Rome. »

L'interpellation autour de laquelle on a essayé de faire du bruit a donc une double raison :

1^o Le désir d'écroquer les voix de la droite.

2^o Le désir d'atténuer par avance le mauvais effet des intrigues de Caillaux.

À quoi bon s'en occuper. Ne dit-on pas que le député interpellateur figurait sur les trois listes des ministres que Caillaux avait déjà désignés pour entrer dans le Cabinet du Coup d'État qui devait chasser la Chambre, disperser le Sénat et faire alliance avec les Boches ? Toutes ces choses sont très connues à la Chambre. Attendons le mois d'octobre. Nous verrons tout le détail du procès de la Haute-Cour.

D.-A. F.

P. S. — Deux mots seulement au sujet du Vatican : au fond, beaucoup de députés du centre et de la droite estiment que les questions de discipline et d'administration ecclésiastiques peuvent très bien se régler par l'intermédiaire du président effectif du Concile des Gaules, Mgr Amleto, dont la conduite pendant la guerre a été aussi digne de tous les éloges. Dans ces conditions, le rétablissement de l'ambassade française au Vatican perd beaucoup de son importance et ne paraît pas indispensable.

ATTAQUE ET ANONYMAT

Le Journal La France du Sud-Ouest du 12 juillet a consacré à M. de Monzie un leader assez dur. Notre confrère accuse notre député de poursuivre partout une politique de « rendement » :

« Il n'est pas sans intérêt de noter que M. de Monzie fut dans les couloirs de la Chambre un des plus ardents propagandistes de la représentation proportionnelle. Il est permis de croire que sa politique intérieure est fondée sur les mêmes principes que sa politique extérieure. Si donc M. de Monzie a battu le rappel avec tant de zèle autour de la R. P., n'allez pas croire que ce fut par simple désir d'équité, de moralisation du suffrage universel, et autres fariboles sentimentales dont les empiristes se servent si prodigieusement. C'est, à n'en pas douter, qu'il attend de ce mode de scrutin plus d'avantages que de tout autre, un « rendement » supérieur.

C'est d'ailleurs le calcul de tous ceux qui aspirent à commander sans contrôle, à se mettre en dehors et au-dessus des électeurs, sous prétexte de garantir l'indépendance de l'élu ; à substituer à la République démocratique une République oligarchique et féodale, où chaque député n'aurait à rendre des comptes qu'à un petit groupe d'amis au lieu de se soumettre au jugement tout incertain de la foule des citoyens. Ne cherchez pas ailleurs la cause de l'empressement des chefs de partis à se rallier à une formule qui comble de R. P., sans autrement se soucier de savoir si les résultats en contrediraient pas les principes qu'ils invoquent en faveur de l'empirisme. Ils se considèrent comme propriétaires de leur mandat au même titre que les officiers sont propriétaires de leur grade. Ils n'admettent pas de se voir enlever par la défaveur populaire, dit-elle être de courte durée. Le bienheureux quotient les dispense de conquérir la majorité réelle ; il est plus aisé d'avoir douze ou quinze mille partisans sur soixante ou quatre-vingt mille électeurs — sur cent cinquante mille, quand

Les femmes voteront ; sur cinq cent mille, si l'on organisait la R. P. régionale, car le quotient resterait le même — que d'obtenir plus de dix mille suffrages sur vingt mille dans un arrondissement, ou plus de cinquante mille sur cent mille dans un département.

La R. P. ne vous y trompez pas, c'est de la politique de rendement, de la politique d'affaires.

Mais oui, « Nous y voici ! »

La nature m'a-t-elle doté de quelques qualités ? Je ne sais. Mais je ne puis ignorer, par contre, que je suis farci d'un joli lot de défauts. Le journal de M. de Monzie s'en porte garant. Je ne vois aucune utilité à le contredire. Tout au plus pourrais-je remarquer que si, violentant ma conscience, je menais demain campagne pour M. de Monzie, je serais aussitôt pétri de vertus !

Aussi bien la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si la réélection de M. de Monzie est souhaitable ou si, au contraire, on doit désirer l'échec de notre représentant actuel.

« Nous y voici ! », comme dit l'avocat de M. de Monzie, qui veut que le Journal du Lot « boise ses contradicteurs ». Où diable trouve-t-il pareille prétention ?

Le Journal du Lot agit avec une pleine indépendance. Il ne considère que l'intérêt du pays. Il n'a rien de personnel contre M. de Monzie. Il fait sans ostentation ce qu'il croit être son devoir. L'opinion de notre confrère, sur notre député, est différente. C'est naturel. Mais pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'exprimer la thèse contraire avec la même liberté ?

Et avant de reprendre l'entretien, réglons deux points particuliers.

On dit : M. de Monzie « gêne » Coueslant !

Et à quel titre M. de Monzie ne gênerait-il, puisque je n'ai pas d'ambition personnelle ? Avec des milliers d'électeurs du Lot je pense qu'il n'a pas fait son devoir pendant la guerre. Avec des milliers d'électeurs j'estime que j'accomplis un élémentaire devoir d'honnêteté en essayant de le déboulonner. C'est ainsi que nous comprenons, ici, la liberté. Que si, par la suite, nous ne sommes pas suivis, nous nous inclinons sans amertume avec la seule satisfaction du devoir accompli !

On nous dit aussi : vous prônez l'Union sacrée et cependant vous combattez M. de Monzie.

Certes oui, nous avons été, depuis cinq ans, des partisans résolus de l'Union sacrée. Nous entendons rester fidèle à cette politique de concorde. Mais il est cependant des limites extrêmes que nous ne pouvons dépasser sous peine d'être dupes.

Par exemple : nous sommes des républicains. Trente années durant nous sommes restés fidèles au programme démocratique. Union ne veut pas dire reniement. Nous ne pourrions pas accepter d'entente avec les partisans impénitents des régimes déchus. De ce côté, nous ne concevons l'union qu'avec ceux qui viennent loyalement à la République.

Mais il est d'autres groupements avec lesquels nous ne voyons pas la possibilité de marcher :

Les politiciens qui n'ont qu'une pensée : renverser le gouvernement et provoquer la formation d'un ministère qui se mette sans retard à la cuisine électorale ;

Les politiciens qui considèrent leurs mandats comme un marche pied pour se faire de brillantes situations ;

Les politiciens coqueurs et jousseurs qui mettent la France après la satisfaction de leurs appétits égoïstes ;

Les politiciens dévoués à la finance cosmopolite qui ne connaissent point de frontières, point de patrie ;

Les criminels ou les fous qui veulent gâcher notre victoire en s'efforçant d'introduire chez nous le bolchevisme, ou même ceux qui se bornent à plaider la cause de nos bourreaux, alors qu'ils paraissent oublier les souffrances et la misère de nos frères du nord !

Nous voulons l'union, l'union totale de tous les éléments sains de la nation ; l'union des gens propres de tous les partis acceptant l'égide d'une République évidemment large et tolérante ; l'union de tous les Français résolus à s'occuper seulement de notre malheureux pays dont la situation économique est lamentable.

Le tout est de savoir si M. de Monzie se trouve parmi ceux-ci. Si oui, nous faisons une mauvaise besogne. Si non, notre campagne peut déplaire à notre confrère, elle est méritoire et ne justifie aucune des appréciations singulières que nous nous garderons bien de relever, voulant, jusqu'au bout, démontrer que nous poursuivons une campagne de principe.

M. de Monzie n'a pas défendu les Boches, dit notre confrère. Ce n'est pourtant pas la première fois que les « grands journaux » s'expriment comme nous à ce sujet. L'indignation est tardive ! Aussi bien, le tout est de s'entendre.

M. de Monzie a défendu nombre de riches naturalisés pendant la guerre. Qui ignore qu'un naturalisé boche, en dépit de sa naturalisation, CONSERVE, en vertu de la loi Delbruck, sa nationalité allemande. Dès lors où commence, où finit le boche après sa naturalisation ?

Et puisque l'organe de M. de Monzie met en avant l'affaire Drecoll, en nous interdisant de nous « réfugier

dans le silence ou l'équivoque », nous allons obtempérer.

« Ou et quand M. de Monzie a-t-il plaidé pour un boche », demandez-vous, confrère ? Je vais essayer de vous donner satisfaction. Malheureusement je suis tenu à des détails assez longs, mais indispensables.

L'Affaire Drecoll
C'est une histoire bien intéressante ; nous pourrions la publier en feuilleton, elle passionnerait nos lecteurs !

Pour aujourd'hui, nous ne pouvons retenir que l'essentiel ; nous serons cependant précis.

La maison Drecoll a été fondée à Vienne, 7, Kohlmarkt, par un autrichien, Christoff Drecoll. Elle a été vendue en 1895 à un groupe international qui a créé des succursales, notamment à Paris, 4, place de l'Opéra, vers 1902.

Qui a fourni les capitaux ? Un allemand M. Saly Berg. On trouvera d'intéressants renseignements sur celui-ci et son entourage dans trois articles du Figaro (9, 11 et 13 février 1915).

A côté de cet allemand on trouve M. Sylvain Kahn... un français puisqu'il se dit conseiller du commerce extérieur, mais par des décrets dont on ne trouve aucun renouvellement après 1914. Au reste, le fils de M. Kahn (français) est hollandais et servait pendant la guerre dans l'armée hollandaise ! Singulier amour d'un FRANÇAIS pour la FRANCE !

Enfin le directeur de la Maison de Paris se dit suisse, sa femme est belge.

Autrichiens, Allemands, Hollandais, Suisses, Belges plus un Français... extérieur. Que voilà bien une maison très française.

En 1908, la maison Drecoll devient anglaise. Elle se constitue en société « limitée ». Mais tandis que chez nous il faut se conformer à des règles très étroites pour constituer une association commerciale, en Angleterre, une société « limitée » peut se constituer avec 7 souscripteurs souscrivant chacun 25 francs... qu'on n'est même pas tenu de verser.

On voit que la transformation de la Maison en Société anglaise peut être une pure fumisterie. Ce qui tend à le prouver c'est que la Maison « anglaise » Drecoll n'a pas un seul magasin de confection, pas un seul magasin de vente dans tout le Royaume-Uni.

En 1914, la Maison Drecoll s'évade d'Angleterre et n'y garde qu'une légèreté factice.

Mais s'est-elle aussi évadée d'Autriche ? Tout lien a-t-il disparu entre Vienne et Paris ?

Il est facile d'établir le contraire. Voici le dernier bilan publié, celui du 11 juin 1914. Les gains comme les dépenses ont été mis au compte global de Paris et de Vienne :

« To general expenses, Paris and Vienna including salaries, rent, etc. » 90.357 s. 1 d. 4 » — environ 2.259.177 francs (c'est le bénéfice d'une année !)

Les marchandises sont évaluées en bloc pour les deux maisons, celle d'Autriche et celle de France (stock in trade and work in progress, Paris and Vienna, after allowing for depreciation £ 4.787 s. 10 d. 4 — environ 119.687 fr.

Le papier de la Maison porte :

PARIS VIENNE Succursale de la maison Ch. Drecoll L., 4, place de l'Opéra, 4.

Les rubans de taille qu'on place sous chaque robe portent Vienne-Paris.

En pleine guerre, un journal hollandais d'Amsterdam donne, le 27 février 1915, la liste des maisons viennoises qui exportent pour les élégants d'Amsterdam : *En tèle, la Maison Drecoll, 1, Kohlmarkt*.

Cette réclame provoque la colère d'un général allemand commandant la place de Dresde qui interdit l'exposition de modes étrangères chez lui, parce que... une maison de Vienne (Drecoll) a des représentants à Paris (Figaro du 10 août 1915).

Voilà l'origine et l'organisation de la firme Drecoll.

Cherchons maintenant d'où vient l'argent. On déclare qu'il y a :

10 0/0 de capitaux neutres ; 18 0/0 de capitaux alliés ; 18 0/0 de capitaux austro-allemands et 54 0/0 de capitaux français.

Mais voyons d'un peu plus près ces capitaux français.

M. Sylvain Kahn (du commerce extérieur) en possède à lui seul 39 0/0. Cet argent est-il français par le père, hollandais par le fils, ou allemand par l'associé et ami Saly-Berg.

M. Champetier de Ribes qui plaide naguère — et avec succès — contre M. de Monzie, lança à ce sujet quelques pointes intéressantes !

Par exemple, s'adressant à M. de Monzie :

« En vous entendant affirmer que l'argent du capital était hollandais je fus stupéfait ! Tous les versements, disiez-vous, ont été faits à la Société Drecoll par la banque Hirsch d'Amsterdam : donc, l'argent était hollandais. Ainsi parce que Berg fit passer des fonds allemands par une banque hollandaise, ils seraient devenus hollandais !!! »

En tous cas les 18 0/0 de capitaux étrangers ne sont pas des capitaux anglais, la liste suffit à fixer notre opinion : Kaiser Franc Wilhelm 50 actions, — Goldstein 62, — Schlesinger 65, — Braun Kahn 500, — Bloch Sigmund, 250, etc... Deutsche Bank de Londres 200.

Aucun doute, la Société Drecoll « anglaise » est une plaisanterie.

Reste un dernier point à élucider : la maison de Paris, succursale de Vienne, est-elle dirigée par un Français, un Suisse, ou par un naturalisé. Et M. De Monzie ayant plaidé pour

lui et pour la Maison a-t-il bien plaidé pour une maison austro-boche, en pleine guerre ?

La maison de la place de l'Opéra est dirigée par M. De Wagner.

Et M. De Monzie triomphant croit me remplir de confusion en me faisant placer sous les yeux les lignes suivantes extraites du Temps :

Un beau geste.
« Au bénéfice des orphelins et des mutilés de la guerre, M. et Mme de Wagner, chefs de la maison Drecoll, ont, à l'occasion du 14 juillet, mis gracieusement, à la disposition de l'association Léopold-Bellan, balcons et fenêtres de leur immeuble, place de l'Opéra. L'endroit est merveilleux pour voir le défilé des « poilus ». Pour les renseignements, s'adresser, rue des Jeuneurs, 30. »

Nous verrons tout-à-l'heure ce qu'il faut penser de certaines notes de journaux.

Occupons-nous pour l'instant de M. De Wagner.

Le 1^{er} juin 1915 le tribunal de Commerce de la Seine a rendu un jugement dans lequel ce monsieur est qualifié, à TREIZE reprises, de « VON Wagner, dit de Wagner ».

Les juges ont bien dû s'appuyer sur des preuves pour se permettre pareille qualification.

Von Wagner se dit Bernois et il prétend devoir sa particule à Louis XIII. Comment le de s'est-il changé en VON allemand ? Il faut savoir qu'étant passé à Java, von Wagner a fait un séjour en Autriche (8 années) où il eut d'importants intérêts dans une fabrique de Moravie et où il fut... capitaine dans le landsturm autrichien.

Von Wagner posséderait même à Berlin un immeuble de 5 millions de francs à l'angle de Charlotten und Leipziger Strasse. Aurait-il acheté cet immeuble avec l'argent gagné à Paris ?

Devons-nous insister ? Nous le pourrions certes. Nous avons des documents intéressants qui seraient lus avec plaisir, mais il faut pourtant se borner.

Il nous reste à revenir sur la note du Temps qu'on brandit victorieusement.

Qu'on me permette de riposter par un petit récit très véridique.

Un jour, au moment où on allait tirer le Journal du Lot, j'aperçus, en chronique locale, une note chantant les louanges de M. Heller (nous étions au début de son séjour ici) qui avait répandu à profusion, parmi les enfants de son quartier, jouets et gâteaux !

Surpris, je demandais à mon collaborateur Bonnet d'où venait cette note. Il me répondit : Elle m'a été remise, avec prière d'insérer, par un ami qui la tient d'un conseiller municipal.

Et voilà comment on obtient parfois l'insertion de notes bizarres qui peuvent passer, sans éveiller l'attention, mais dont le profit qu'on espère tirer est évident.

La note en question témoigne d'une habileté certaine, elle n'a pas le pouvoir de faire un FRANÇAIS de VON Wagner client de M. de Monzie.

VON Wagner peut offrir ses fenêtres et ses balcons aux petits français, il peut y ajouter des gâteaux, comme Heller ; il peut en informer la France par une réclame habile, cela n'aura pas le pouvoir de transformer ce monsieur en citoyen de la belle France... et la maison Drecoll en maison parisienne !

Il me resterait à parler encore de Gibraltar, d'Heller et de la campagne alarmiste de M. de Monzie à Cahors, campagne dont notre confrère oublie d'entretenir ses lecteurs !

Mais la place nous manque vraiment aujourd'hui. Ce sera pour un prochain numéro.

A. COUESLANT.

Un conseil
Comprenant l'importance de la lutte actuelle, M. de Monzie et ses amis répandent gratuitement leur feuille dans le département.

Le Journal du Lot n'a pas les moyens de suivre cet exemple. Mais nos lecteurs des villes pourraient contribuer à la propagande en expédiant le numéro, une fois lu, à un ami de la campagne.

C'est un avis à méditer !

Sujet de méditation
Les extrémistes qui affirment mensongèrement que la paix imposée à l'Allemagne est une paix cruelle, méditeraient avec fruit les lignes suivantes.

Elles sont du professeur Forster qui vient de résigner ses fonctions de ministre de Bavière à Berne. Elles ont paru dans le Berliner Tageblatt.

Ayant affirmé à ses compatriotes que « les crimes commis par les Allemands ont provoqué un blocus moral autour de l'Allemagne », Forster rappelle « les déportations dans le nord de la France et en Belgique, l'anéantissement des usines françaises et belges, non seulement à la suite d'opérations militaires inévitables, mais en exécution d'un plan de destruction et de pillage LACHEMENT ET MÉTHODIQUEMENT COMBINÉS ».

Et dire qu'il y a des Français qui ont l'audace de nous dire que les Boches sont des victimes !!!

Ce bon fil... abuse !

Notre télégramme de jeudi, expédié à notre adresse, JEUDI vers 11 h. 30, n'est pas encore parvenu à Cahors aujourd'hui SAMEDI !

Ce bon fil direct abuse !

Et dire que l'administration nous fera payer les frais de transmission !!!!

Les wagons de son !

Quarante-huit heures n'ont pas été de trop pour enquêter au sujet des deux wagons de son qui, expédiés par le ravitaillement de Bordeaux (ordre d'expédition 305) au bureau permanent de Cahors, ont disparu à peine arrivés.

Mais, quand il le faut, on met les bochées doubles et nous croyons bien que notre enquête est à peu près complète.

Donc, il arriva le 28 avril 1919, 4 wagons chargés de son américain. Deux furent attribués, comme nous l'avons dit, l'un, numéro 39488 contenant 339 sacs pesant 15594, à M. Bonnaville qui l'a refusé ; l'autre, numéro 12507 contenant 365 sacs pesant 16790 kilos, à M. Malapeyre qui l'a mis en vente et l'a vendu, comme de juste.

Restaient deux wagons : le 1096 avec un chargement de 365 sacs pesant 16790 kilos ; et le wagon boche 41149 avec 336 sacs pesant 15456 kilos.

Ils ont disparu : où sont-ils passés ? Poules, dindons de Cahors les avez-vous vus ? Vous êtes-vous délectés de bonnes pâtées faites avec le son américain de ces deux wagons transfusés ? Non. Eh parlez, dans vos cages, vous ne connaissez rien de la perfidie des hommes, de ceux qui devraient vous ravitailler.

Eh bien, le wagon 1096 a été expédié avec ses 365 sacs de son américain à M. Dussant, minotier à Toulouse ; mais il ne s'est pas arrêté à Toulouse, il est allé décharger ses 365 sacs à Narbonne !

Quant au wagon boche numéro 41149, il a subi une petite opération qui laisse à supposer qu'on n'avait pas grande confiance en lui.

On s'est dit : « Celui-là pourrait nous jouer un vilain tour : déchargé-geons-le. » A la vérité, on a eu raison, car on se souvient du wagon boche qui chargé des sacs d'avoine, trouva moyen, lors de son voyage de Béziers à Cahors, de laisser 13 sacs en panne, 13 sacs que le bureau permanent eut toutes les peines du monde à retrouver et encore incomplètement, puisqu'un sac pesait 30 kilos de moins que ses camarades ! Les fatigues du voyage, probablement, le firent maigrir !

Nous disons donc que le wagon boche fut déchargé sur le quai de la gare de marchandises et, une fois vide, on l'envoya se faire charger ailleurs.

Mais que fit-on des 336 sacs de son américain qu'il apportait de Bordeaux ?

227 sacs pesant 10442 kilos furent placés dans un autre wagon et expédiés à M. Duhau, négociant à Dax ; et les 112 autres sacs placés dans un autre wagon à l'adresse de M. Roucaud, négociant à Toulouse, furent expédiés en gare de Tarbes !

Ne sont-ils pas bizarres ces voyages du wagon 1096 et des 336 sacs du wagon boche à Narbonne, à Tarbes, alors qu'ils avaient comme destinataires des négociants de Toulouse ?

Les wagons n'ont peut-être rien dit : au surplus, qu'auraient-ils dit ? Qu'est-ce que cela peut bien leur faire d'aller là ou ailleurs ? Leur métier est de rouler sur des rails. De même pour les sacs de son, même américain ? Que le son soit mangé par les ânes, par les volailles de Narbonne, de Dax, de Tarbes ou de Cahors, qu'il soit déposé au bureau permanent ou avenue de Toulouse, cela n'a pour lui aucune importance. Il est destiné à être mangé.

Mais ce qui le dégoutterait profondément, c'est de servir de poudre à jeter aux yeux, à aveugler les propriétaires du Lot qui cherchent en vain avoine, son, pour nourrir leurs animaux, alors que les sacs d'avoine et de son étaient annoncés et attendus avec impatience.

Le service du ravitaillement a envoyé les wagons à Cahors, pour Cahors, pour le Lot. Le Bureau permanent avait le devoir de les garder, de les répartir à Cahors, dans le Lot.

De plus, le ravitaillement en livrant les sacs d'avoine et de son, ordonnait aux négociants qui les recevaient de les vendre à un prix inférieur à celui du commerce.

Or, les deux wagons du ravitaillement disparus ont été expédiés à des négociants qui n'avaient pas à tenir compte des prescriptions du ravitaillement.

Combien les 701 sacs de son des deux wagons ont-ils été vendus ? Combien ont-ils rapporté aux vendeurs de bénéfices ? Pas un filrelin, diront-ils peut-être : mais cela personne ne le croira.

Qui s'étonnera, dès lors, que des fortunes scandaleuses aient pu être édifiées en quelques semaines ; si le wagon d'avoine 11698 n'a pas rapporté de bénéfices à son expéditeur et à ses copains, puisque le wagon est revenu à Cahors, il n'en est pas de même des 701 sacs de son, car depuis le 28 avril, ils doivent être mangés et digérés !

L. B.

Citation
Nous relevons avec plaisir la belle citation suivante dont a été l'objet notre excellent compatriote, le médecin aide-major de 1^{re} classe Calvet, du 2^e groupe du 6^e R. A. C. :

« Après un séjour de 20 mois dans l'infanterie est venu au 6^e R. A. C. comme médecin de groupe. Y a fait preuve des plus belles qualités de courage et de mépris du danger, particulièrement en juin et juillet 1917, au Chemin-des-Dames où il est resté plus d'un mois à un poste particulièrement exposé et où il s'est porté plusieurs fois au secours des canonniers blessés sous des bombardements de 210 d'une extrême violence. »

Nos vives félicitations au vaillant et sympathique docteur.

La question du sucre

Un vil mécontentement est manifesté parmi les ménagères au sujet du sucre. Elles ne nous l'envoient pas dire, elles sont elles-mêmes venues nous faire part de leurs doléances.

Il paraît, et cela sans avertissement préalable, que le sucre est mis en vente à Cahors au prix de 5 francs et plus le kilo.

Comme nous l'écrivit un correspondant qui paraît admirablement connaître bien des dessous de la question sucrière, on est en droit de dire : de deux choses l'une : ou ce sucre mis en vente a été livré par les entrepositaires et ce serait du sucre de ravitaillement qui ne doit être vendu qu'à un prix unique ; ou bien ce sucre provient d'importation étrangère, mais dans ce cas on peut aisément contrôler par les lettres de voiture et légitimer le tarif élevé de 5 francs le kilo.

D'une façon ou d'une autre, il serait bon que la population fût avertie, dans le seul but d'éviter des interprétations malveillantes et des incidents qui pourraient être regrettables.

Où ou non, du sucre d'importation étrangère est-il arrivé à Cahors, via Bordeaux, et à quelle date ? La question mériterait une réponse, afin, nous le répétons, de calmer le mécontentement général des ménagères.

L. B.

Légion d'honneur
Parmi les nouveaux promus au grade de chevalier de la Légion d'honneur, nous relevons avec plaisir le nom de notre compatriote M. Lucien Duc, lieutenant au 34^e d'infanterie.

M. Lucien Duc qui a été cité plusieurs fois à l'ordre du jour et qui a été blessé, était avant la guerre sous-officier au 7^e d'infanterie.

Nous adressons au nouveau légionnaire nos bien vives félicitations.

Nous apprenons également que M. Alphonse Gaétan, officier d'administration, contrôleur d'armes au Grand Parc d'artillerie de la 10^e armée, à Mayence, vient d'être promu au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

Cette nomination sera accueillie avec joie par les nombreux amis que M. Gaétan compte à Cahors où il fut pendant plusieurs années maître armurier au 7^e d'infanterie.

Nous adressons à M. Gaétan nos vives félicitations.

L'Officiel publie les nominations posthumes au grade de chevalier de la Légion d'honneur des officiers du 7^e dont les noms suivent :

Pour chevalier :
Brun Jules-Léon, lieutenant (territorial) commandant la 3^e section de mitrailleuses du 7^e rég. d'infanterie : officier très courageux. A trouvé une mort glorieuse, le 18 février 1915, en Champagne, au cours d'une contre-attaque ennemie. A été cité.

Genin (Michel-Pierre), lieutenant (réserve) à la compagnie de mitrailleuses du 7^e régiment d'infanterie : excellent officier, modèle de courage et d'abnégation. A trouvé une mort glorieuse au ravin de Fontaine-aux-Charmes (Argonne), le 30 août 1915, au cours d'une reconnaissance en avant de nos lignes. A été cité.

Au Sénat
A la suite du tirage au sort des bureaux du Sénat, M. Rey fait partie du 6^e bureau et M. Loubet du 9^e.

Question au ministre de la guerre
M. Joseph Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les démobilisés en instance de réforme, reconnus par un médecin militaire expert comme atteints d'une incapacité de plus de 10 p. 100, ont droit à l'allocation journalière qu'on accorde aux militaires envoyés en congé de convalescence en attendant la liquidation de leur pension.

Réponse. — Aux termes du décret du 18 juin 1919 (Journal officiel du 19 juin, p. 6329), les militaires renvoyés dans leurs foyers qui se sont mis ou se mettront en instance de pension, conformément aux dispositions de la loi du 31 mars 1919, ont droit, si leurs familles bénéficient ou ont bénéficié entre le 3 avril 1919 et le 15 novembre 1919 des allocations prévues par la loi du 5 août 1914, à une allocation provisoire forfaitaire payable par trimestre échu, en attendant la comparaison devant une commission de réforme. Ils doivent adresser une demande à ce sujet et par lettre recommandée au directeur du service de santé de la région de leur domicile.

Au recrutement
Nous apprenons que M. le Chef de bataillon Bardou, commandant le bureau de recrutement, commandant d'armes de notre garnison, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Tous ceux qui ont eu des rapports de service avec M. le Commandant Bardou, regretteront le départ de cet excellent chef, qui bien que, observateur sévère des règlements, était d'une urbanité, d'une courtoisie parfaites.

M. le Commandant Bardou, chargé également de la censure, sut, avec tact et intelligence, pendant les périodes les plus difficiles, les plus pénibles, appliquer son droit de contrôle.

C'est avec conscience et droiture qu'il a rempli son rôle ingrat de censeur, à la satisfaction des intérêts nationaux et des intérêts de la presse que d'aucuns auraient voulu, cependant, voir plus souvent muselée.

C'est un hommage que nous tenons à rendre à M. le Commandant Bardou, et en cela, nous sommes certains d'être en accord avec tous nos confrères.

Nous adressons à M. le Commandant Bardou, avec nos regrets de le voir partir de notre ville, l'expression de nos sincères sympathies.

Académie Française
L'Académie française a décerné le prix de la fondation Davaine (1.500 fr.) au recueil de poésies « Sans Gestes » de notre compatriote regretté Maurice Bougnol.

C'est la reconnaissance éclatante des qualités d'intelligence, de savoir, de sensibilité du poète qui fut aussi un vaillant soldat tombé trop prématurément au champ d'honneur. Les amis du lauréat seraient heureux que son œuvre fut répandue parmi nos compatriotes.

Association des Mutilés de l'arrondissement de Cahors

L'Association des mutilés de l'arrondissement de Cahors invite les camarades à assister à l'Assemblée Générale qui aura lieu le dimanche 20 juillet courant à 13 heures 3/4 dans une des salles de la Mairie de Cahors.

Ordre du jour :
Compte rendu de l'action du bureau conférence de M. Rougier chirurgien, ancien chef d'équipe chirurgien au front.

Le président, LAFFITTE.

Caisse des Ecoles
L'Assemblée générale de la Caisse des Ecoles aura lieu à l'Hôtel de Ville de Cahors, salle des mariages, le dimanche 20 juillet courant, à 11 h. du matin. La Commission administrative se réunira à 40 h. et demie.

Société de secours Mutuels des Instituteurs et Institutrices du Lot
Samedi 12 courant à 11 heures du matin, dans une des salles de la Mairie de Cahors, les membres de la Société ont tenu leur Assemblée Générale.

M. Masbou, instituteur à Lunan, président la séance. En termes émus et éloquentes et au milieu du plus grand recueillement, il a salué la mémoire des collègues morts au champ d'honneur. Il a fait ensuite l'exposé de la situation administrative et morale de l'association, dont les avantages doivent engager tous les jeunes maîtres à se faire inscrire. En terminant il a annoncé que MM. Brunet, président Fau, trésorier et Delpech secrétaire allaient reprendre les fonctions qu'ils avaient dû abandonner en août 1914.

Au nom de la Société de Secours Mutuels des instituteurs et institutrices du Lot, M. Brunet remercie M. Masbou, M. Gibart et Mlle Tronche du dévouement inlassable dont ils ont fait preuve dans l'administration de la Société et propose à l'Assemblée de témoigner sa reconnaissance au bureau provisoire en décrétant la présidence d'honneur à M. Masbou. Des applaudissements unanimes accueillent cette proposition.

On discute ensuite plusieurs questions portées à l'ordre du jour et la séance est levée à midi.

Communication importante. — Les membres de la Société de Secours Mutuels des instituteurs et institutrices du Lot devront désormais adresser la correspondance relative à la Société à M. Brunet instituteur à Cahors, Président.

Mairie de Cahors
Le Maire de Cahors a l'honneur d'informer ses administrés que l'inventaire des plantations de tabac dans la commune de Cahors commencera le 28 juillet 1919.

Musée de Cahors
Le Conservateur a l'honneur de faire savoir qu'à partir du dimanche 20 juillet il sera exposé au Musée de la Ville une collection de billets de un franc et de cinquante centimes, frappés par la Chambre de Commerce du Lot — au centre la carte de pain et au-dessous la carte d'alimentation.

Autour de la ville de Cahors sont placés les billets des départements limitrophes du Lot, enfin sur les côtés sont placés les bons frappés par les Communes et surtout ceux frappés par les Commerçants.

décide qu'il ne sera pas fait des achats de nouveaux livres tant que leurs prix restent aussi élevés, et prie Mme la Directrice de faire savoir aux familles que l'an prochain les élèves travailleront avec les livres de l'année dernière.

Lou Gorrit del Quercy
Les colonies scolaires de Vacances, organisées par la Société Lou Gorrit del Quercy et se rendant à Cahors, Gourdon, Souillac, les Quatre-Routes, St-Denis près Martel, Bétaille, Vayrac, St-Céré, Brénoix-Biars, Capdenac, Figeac, etc., quitteront Paris vers la fin du mois et commenceront Aout.

Nous prions les parents qui voudraient bénéficier d'une réduction de 75/0 sur le prix du voyage de leurs enfants, de vouloir bien adresser, dans le plus bref délai possible, l'inscription de ces derniers à M. MICHAUD Charles, 15, rue de Babylone, Paris.

Appel à tous les fonctionnaires
Les fonctionnaires et employés de l'Etat, du département et des communes sont priés de vouloir bien se réunir le lundi 21 juillet courant à 17 heures 1/2 à la Mairie de Cahors, en vue de la formation d'une Union départementale des fonctionnaires.

Allocations militaires
Les bénéficiaires actuels de l'allocation principale, à l'exception de ceux qui se trouvent déjà inscrits au taux dégressif, sont invités à faire à la mairie de leur résidence une déclaration et à fournir, en présentant leur certificat d'admission, tous les renseignements mentionnés sur un bulletin qui leur sera soumis.

Toute omission de déclaration entraîne la suppression du bénéfice de la loi et toute déclaration reconnue inexacte pourra exposer l'intéressé à l'obligation de reverser au Trésor les sommes indûment perçues et à des poursuites devant les Tribunaux.

Cette déclaration devra s'effectuer dans la période du 15 au 31 juillet, dernier délai.

Lors de l'établissement des bulletins, le maire appose sur le certificat d'admission présenté par le déclarant, la mention : « bulletin établi », qu'il appuiera de la date et du cachet de la mairie. Cette mention sera indispensable pour obtenir le paiement des allocations.

Les mariés adresseront journalièrement à la Sous-Préfecture les déclarations requises, après y avoir inscrit leurs observations, s'il y a lieu.

Situation agricole
L'Officiel publie les renseignements suivants sur la situation agricole dans le Lot au 1^{er} juillet 1919.

Les céréales ont généralement bon aspect sauf sur une grande partie de la vallée du Lot où la verse a causé de sérieux dégâts à la suite d'orages. La récolte s'annonce comme devant être bonne dans l'ensemble du département pour les céréales d'hiver.

Les cultures sarclées, pommes de terre, betteraves, maïs, tabac, sont également satisfaisantes bien que, sur divers points, la sécheresse commence à se faire sentir.

Le foin est très abondant et la qualité bonne.

L'état du vignoble est assez bon, mais la gelée a réduit sensiblement la récolte.

La rentrée des foins se poursuit avec des difficultés ; elle est favorisée cependant par le temps propice. La moisson va commencer incessamment pour les orges et les seigles.

Les travaux du vignoble ont subi un retard sensible. Mais les viticulteurs ont fait un gros effort pour les achever. Les cultures maraichères sont prospères et les arbres fruitiers promettent une récolte moyenne.

Tribunal correctionnel
Audience du 17 juillet

Le tribunal correctionnel a condamné un vieux cheval de retour, Lescuré, 60 ans, à 2 mois de prison pour vagabondage.

Un autre vagabond Louis Malart qui est condamné à 25 jours (pardon) à condition, reçoit la 20^e c'est-à-dire 1 mois de prison.

Marie Chauna à 20^e des draps de lit à l'hôtel des Ambassadeurs : 1 mois de prison.

Pour vols de poules, la femme B... de Montclair est condamnée à deux jours de prison avec sursis, et pour vol de onze oeufs de canard, le sieur P. L... de Cazals est condamné à 50 fr. d'amende avec sursis ; il est vrai que P. L... a indemnisé le propriétaire des oeufs : il les lui a payés 10 francs !

Etat-civil de la ville de Cahors
Du 12 au 19 juillet 1919

Naissances
Fournié Paule-Marie-Valérie-Célestine, à Bégous.
Hubert Victoire-Juliette, rue St-Géry.
Calès Jean-Henri-Marie, rue St-Pierre, 10.

Publication de Mariage
Chatenet Henri-Emile, Professeur d'École Normale et Laberty Raymond-Anna, Professeur d'École Normale.

Mariages
Bonneville Edmond-Marcel, typographe et Séval Valérie, repasseuse.
Garrouy François-Lucien-Célestin et Bonassie Angèle-Louise-Eléonore.
Dalle Albert-Louis-Marcel et Brunet Adrienne-Marie-Louise.
Soulié Louis, cultivateur et Barthe Isabelle-Angéline.

Décès
Bédou Marie, veuve Bessou, 72 ans, à Larroque-des-Arcs.
Carriol Marcelin-Marie, employé de bureau, 65 ans, rue Neuve-des-Bardes.
Fayre Narcisse, monteur au P. O., 23 ans, (Hospice).

La direction de l'Apollo
qui a interrompu durant un mois la projection des grands films recommandés, a repris la série des nouveautés par un grand film ; d'après l'œuvre d'Emile Zola ; drame à grosse sensation et au scénario émouvant.

NANTAS
Domaine de LA POUJADE
situé sur la commune de Montfaucon-du-Lot, 71 ha., 61 a., 10 ca., ayant appartenu à M. DE CHAUNAC DE LANZAC, comprenant château et dépendances, prés, vignes, terres, bois, pâtures. Prix à débattre. S'adresser à M. POUZALQUES, Rémi expert-géomètre, juge de paix suppléant, à Ginouillac, par Montfaucon (Lot).

Castelnau
Fête de la Victoire. — Castelnau célébrera dimanche la fête de la Victoire. A cet effet, de grandes réjouissances sont organisées par la jeunesse de la commune.

Dimanche matin aura lieu, à la mémoire des soldats morts de Castelnau, une messe au cours de laquelle la fanfare et l'Orphéon se feront entendre.

Dans l'après-midi un grand concert sera donné par l'Orphéon de Castelnau.

Le soir de brillantes illuminations, et un bal public.

Lalbenque
La fête de la Victoire. — Pour compléter le complet-remède des belles fêtes qui ont eu lieu dans notre commune, nous devons mentionner qu'au cours de la cérémonie organisée à la mémoire des regrettés et glorieux enfants de Lalbenque morts au champ d'honneur, trois fillettes, Miles Suzanne Ferré, Suzanne Parra et Amélie Gonsowski ont récité avec beaucoup de talent le poème de V. Hugo :

« Ceux qui, pieusement, sont morts pour la Patrie. »

Lauzès
M. le docteur Jardel de Lauzès, procédera à la vaccination des enfants du canton, aux lieux, dates et heures ci-après :

Dimanche 20 juillet Lauzès, 15 h. ; lundi 21 juillet : Sabadel 9 h. ; Lenthillac 9 h. 1/2 ; Orniac 10 h. 1/2 ; Blars 11 h. 1/2 ; Sauliac 12 h. 1/2 ; Cahrevets 15 h. 1/2 ; mardi 22 juillet : Nadillac 9 h. ; Cras 9 h. 3/4 ; Fages 10 h. 1/2 ; Saint-Martin-de-Vers 11 h. ; Saint-Cernin 11 h. 1/2 ; mercredi 23 juillet : Artis 10 h. ; Sénaillac 10 h. 3/4. Heure officielle.

Les personnes intéressées sont priées de se rendre à la Mairie de leur commune à l'heure précitée ci-dessus indiquée ; il sera impossible d'y accéder.

Conseil municipal. — Dimanche dernier, le Conseil municipal de la commune s'est réuni sous la présidence de son maire, M. Deltour. Tous les conseillers étaient présents.

Après discussion, à laquelle ont pris part divers membres du Conseil, les divers budgets ont été votés.

Un avis favorable a été donné, à une demande faite par V... père de 4 enfants, dont l'aîné n'a que 9 ans en vue de l'obtention d'un secours.

C'est avec un sensible plaisir que nous avons appris que M. Georges Duvéau, fils de M. Robert Duvéau, ancien receveur de l'Enregistrement à Lauzès et actuellement à Buzançais (Indre) a été reçu au baccalauréat 2^e partie, avec la mention assez bien.

Toutes nos félicitations au jeune lauréat, qui est notre compatriote, par suite de mariage de M. Robert Duvéau son père, avec Mlle Serres, de Lauzès.

Castelfranc
La fête de la Victoire a été célébrée à Castelfranc, le samedi 12 et le dimanche 13 juillet. Un Te Deum solennel a réuni à l'église, le samedi soir à 8 heures, toute la population avec le Conseil municipal en tête. Un chœur de jeunes filles, sous la direction de Mme Ausset, a brillamment exécuté le Te Deum et le cantique de la Victoire de Melchior Seyma, ainsi que plusieurs cantiques.

Le 13 juillet, grand bal avec illuminations et au commencement du bal, le chœur de jeunes filles a chanté la « Marseillaise » et

le « Chant du Départ » et « sous l'Arc Triomphal », de M. Seyma.

La fête a été complètement réussie, mais avec toute la population, nous devons reconnaître que c'est grâce au concours de Mme Ausset, et à nos amis, nous en remercions d'adresser les remerciements de tous.

Saint-Cyprien
Allocations. — Les allocations seront payées à Montcuq, le 22 à 10 heures du matin.

Les bénéficiaires actuels de l'allocation principale, à l'exception de ceux qui se trouvent déjà inscrits au taux dégressif, sont invités à faire sans retard à la mairie une déclaration et à fournir en présentant leur certificat d'admission, tous les renseignements mentionnés sur un bulletin qui leur sera soumis. Toute omission de déclaration ou toute fausse déclaration entraînera la suppression de l'allocation.

Figeac
Fête de la Victoire. — A l'occasion de la Fête du 14 Juillet, l'Association des Combattants de l'arrondissement de Figeac, accompagnée de l'Association des Mutilés et Réformés de la guerre, ainsi que des Combattants de 1870-1871, a organisé une grande manifestation patriotique.

Ces Sociétés, drapeaux en tête, précédées de la musique, sont parties de la Mairie pour aller déposer une gerbe au monument du Souvenir, l'Place de la Raison.

La sonnerie au Drapeau et la Marseillaise furent exécutées et aussitôt, M. Redoules, président des Combattants de la grande guerre, prononça un émouvant discours qui alla au cœur de tous les assistants. Le Cœur défilait ensuite devant le monument.

A midi, un fraternel banquet réunit à l'Hôtel de l'Europe, vétérans de 1870, et Combattants et mutilés de 1914.

A l'issue du banquet, MM. Redoules, président de la Société des Combattants, Marcelet, président de la Société des Mutilés, et Cerbes, vice-président des Combattants de 1870, prononcèrent chacun une allocution patriotique aux applaudissements de tous.

En un mot, ils célébrèrent la Victoire, saluèrent pieusement les Morts pour la Patrie et exprimèrent leur joie de voir si cordialement réunis les combattants de jadis et ceux d'aujourd'hui.

Le soir, de brillantes illuminations, un délicieux concert donné par la Société musicale des Artistes Réunis, ainsi qu'un bal public clôturèrent cette soirée à jamais mémorable pour tous.

Association des Veuves et Ascendants de la Guerre. — Les veuves de la guerre et les ascendants des soldats morts pour la France sont invités à assister à une réunion de leur association, le jeudi, dans les bois de Figeac, mardi 22 juillet à 8 heures et demie du soir. Les veuves et ascendants désireux de se faire inscrire sont invités à la réunion.

Probité. — M. Dubernard fils, a déclaré au bureau de police avoir trouvé sur la voie publique un porte-monnaie contenant une certaine somme qu'il tient à la disposition de la personne qui l'a perdue.

Pharmacies. — Aujourd'hui, 20 juillet, le service sera assuré par la Pharmacie Delmas.

Saint-Félix
Un beau coup de fusil. — Jeudi dernier, M. Larromiguière Henry, du hameau de Laschabans, commune de St-Félix, a réussi à abattre d'un coup de fusil, dans les bois avoisinants sa maison d'habitation, une liane du poids de 80 kilogrammes environ. Il a également en suite tué les six petits marcasins qu'elle avait près d'elle.

Nos félicitations à cet adroit chasseur qui a rendu de grands services aux agriculteurs voisins.

Souillac
Démission de conseiller municipal. — M. Charles Bruel, conseiller municipal, a adressé à M. le Préfet du Lot, à Cahors, la lettre suivante :

Monsieur le Préfet,

Je considère que la municipalité et le Conseil municipal de Souillac n'ont pas rempli tout leur devoir civique, qui leur incombe le 14 juillet, pour glorifier nos poilus victorieux et honorer nos morts pour la Patrie comme il convenait.

Sans vouloir apprécier ici les causes de cette regrettable attitude, je désire associer ma protestation à celle de la majorité de mes concitoyens en vous priant d'accepter, dès ce jour, ma démission de conseiller municipal de Souillac.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Charles BRUEL.

Monsieur le Maire de Souillac,

J'ai le regret d'avoir cru nécessaire de transmettre à Monsieur le Préfet du Lot et suivant texte dont inclus duplicata, ma démission de Conseiller municipal de Souillac.

Je regrette que mes conceptions des directives municipales en cette circonstance, et en cent autres diverses se rattachant aux choses publiques, soient assez différentes pour me créer le devoir de reprendre ma liberté.

Je vous prie de faire agréer ces regrets à mes collègues du Conseil, en les assurant comme vous-même de mes sentiments les meilleurs.

Charles BRUEL.

Nos fêtes commémoratives de la Victoire. — A Souillac, comme dans toute la France, les fêtes commémoratives de la Victoire ont été célébrées et ont été organisées par un Comité local malgré que ce Comité n'ait pas trouvé les concours sur lesquels il était en droit de compter.

Dans la répartition du programme de ces 2 jours le Comité a songé à des enfants de la commune et à leur honneur de

la commune morts pour la Patrie, avec le concours de la Fanfare et des Sociétés des Vétérans militaires et secours mutuels qui avaient décidé de se joindre au cortège.

Après quelques morceaux funèbres exécutés par la Fanfare, la série des discours fut ouverte par le Président du Comité qui, dans un langage cordial, respirant la sincérité évoqua devant l'assistance douloureusement émue, le courage, le dévouement, les souffrances au front des poilus de la commune de Souillac, rappela la mémoire de ceux qui sont tombés, et les sacrifices des mères et des pères des glorieux martyrs morts pour la défense et la liberté du pays.

Le Président de la section des Vétérans prit ensuite la parole et rendit le plus humble hommage des anciens aux jeunes de la dernière époque.

Le Président de la Section des Vétérans a fait allusion au monument qu'on devait élever à Souillac aux morts tombés en 1870 et 71. Pendant 44 ans aucune municipalité, ni la Section des Vétérans n'ont fait les efforts nécessaires pour édifier ce monument qui souvenir qui est élevé dans toutes les communes de France.

Il n'en sera pas ainsi à l'avenir : les Vétérans de cette dernière guerre de libération et leurs représentants ne laisseront pas à d'autres le soin de réaliser ce pieux devoir. Ils ont promis de faire élever un monument qui transmettra à la postérité la gloire éclatante des purs héros avec le témoignage impérissable de leur sacrifice et de celui de leurs familles.

Après le Président de la section des Vétérans, M. Lascombes a remercié les orateurs au nom des pères et mères de leurs hommages aux morts pour la patrie. Ce fut une émouvante et magnifique cérémonie.

Vayrac
Fêtes de la Victoire. — Vayrac a célébré avec un élan unanime les fêtes de la Victoire, et dans ce jour immortel nos morts n'ont pas été oubliés. Dans l'après-midi une foule considérable s'est rendue en cortège au cimetière pour rendre un pieux hommage aux héros de Vayrac tombés au champ d'honneur pour la défense de la Liberté.

Devant le monument provisoire élevé à la mémoire de nos glorieux enfants, M. Salamagne, maire, a prononcé d'une voix émue, mais d'un cœur du plus pur patriotisme, de beaux discours que nous nous faisons un devoir de reproduire.

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie d'être venus en si grand nombre apporter aux enfants de Vayrac, morts pour la patrie, un juste tribut d'hommage et de respect.

Malheureusement, seuls, quelques-uns d'entre eux dorment ici leur dernier sommeil et seules, quelques familles ont dans leur grande douleur, l'amère consolation de pouvoir venir prier et pleurer sur leur tombe.

Le plus grand nombre hélas ! drapés dans un linceul de gloire, morts anonymes, reposent pour l'éternité au sein de la terre qu'ils ont arrosée de leur sang.

Et vous, parents inconsolables qui ne reverrez plus le soutien de vos vieux jours, vous, épouses désolées, qui pour le plupart, porterez toujours le deuil du campagne de voyage qui vous si brusquement quittées, qui, dans votre malheur, n'avez qu'un souvenir et qu'un nom gravé sur une croix, acceptez l'hommage de la part bien vive que nous prenons à votre douleur, et l'assurance de la vive gratitude que nous vous devons pour le grand sacrifice que vous avez fait à la patrie.

Plaignons-les ces héros, pour la plupart tombés dans la fleur de l'âge et honorons leur mémoire comme celle des martyrs, car c'est pour la plus belle et pour la plus sainte des causes, qu'ils ont donné leur vie.

Honneur à vous, enfants de Vayrac, morts pour la patrie, votre courage et votre sacrifice, nous ont préservés du joug des Barbares.

Quand retentit l'appel aux armes, quand la France attaquée appela tous ses enfants, vous vous êtes levés comme un seul homme et chantant l'hymne de gloire et de victoire, vous avez dit : « C'est ma mère, je la défends ». Au milieu des Français, c'est vous seuls, habitants des campagnes, qui avez été les plus braves et les plus vaillants.

D'autres, dans les villes, ont forgé la cuirasse d'acier de la France, mais c'est vous qui avez tenu son épée, vous qui, dressant son drapeau sous la mitraille, au milieu des balles et des obus, dans la boue des tranchées, des Vosges à la mer du Nord, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun et sur tant de champs de bataille, pendant 50 mois de durs combats, avez dit, au moderne Attila : « Tu ne passeras pas ».

Sous la conduite d'un grand chef vous avez vaincu ses hordes barbares et sous vos pas victorieux, les sceptres se sont brisés et les trônes ont roulé comme des feuilles au vent.

Enfants de Vayrac, soldats de la grande guerre, nous vous pleurons mais nous vous admirons.

Vous avez été beaux, vous avez été grands. Et nous tournant vers la ville que vous habitez ou qui vous a vu naître, nous lui disons bien haut :

« O Vayrac, douce petite patrie, citée chère à nos cœurs, que ton front, à la fois se voile et se paroise, mêlé à ton front de mère, un légitime orgueil, plus de soixante des meilleurs de tes fils, sont morts pour la France. »

Et maintenant, morts glorieux, héros dont nous ne retrouvons peut-être pas la poussière, mais dont nous garderons toujours le souvenir, soyez les guides des vivants et venez dire à ceux qui pourraient l'oublier : « C'est à la patrie que nous avons fait le sacrifice de notre vie, pour qu'elle soit toujours la France, la France éternelle, la France aux Français. »

Un émouvant discours de M. de Lapière, président de la section cantonale des pupilles de la nation, a clôturé cette belle et imposante manifestation en l'honneur des enfants de Vayrac, morts pour la patrie.

Medames, Messieurs,
Je vous remercie d'être venus en si grand nombre apporter aux enfants de Vayrac, morts pour la patrie, un juste tribut d'hommage et de respect.

Malheureusement, seuls, quelques-uns d'entre eux dorment ici leur dernier sommeil et seules, quelques familles ont dans leur grande douleur, l'amère consolation de pouvoir venir prier et pleurer sur leur tombe.

Le plus grand nombre hélas ! drapés dans un linceul de gloire, morts anonymes, reposent pour l'éternité au sein de la terre qu'ils ont arrosée de leur sang.

Et vous, parents inconsolables qui ne reverrez plus le soutien de vos vieux jours, vous, épouses désolées, qui pour le plupart, porterez toujours le deuil du campagne de voyage qui vous si brusquement quittées, qui, dans votre malheur, n'avez qu'un souvenir et qu'un nom gravé sur une croix, acceptez l'hommage de la part bien vive que nous prenons à votre douleur, et l'assurance de la vive gratitude que nous vous devons pour le grand sacrifice que vous avez fait à la patrie.

Plaignons-les ces héros, pour la plupart tombés dans la fleur de l'âge et honorons leur mémoire comme celle des martyrs, car c'est pour la plus belle et pour la plus sainte des causes, qu'ils ont donné leur vie.

Honneur à vous, enfants de Vayrac, morts pour la patrie, votre courage et votre sacrifice, nous ont préservés du joug des Barbares.

Quand retentit l'appel aux armes, quand la France attaquée appela tous ses enfants, vous vous êtes levés comme un seul homme et chantant l'hymne de gloire et de victoire, vous avez dit : « C'est ma mère, je la défends ». Au milieu des Français, c'est vous seuls, habitants des campagnes, qui avez été les plus braves et les plus vaillants.

D'autres, dans les villes, ont forgé la cuirasse d'acier de la France, mais c'est vous qui avez tenu son épée, vous qui, dressant son drapeau sous la mitraille, au milieu des balles et des obus, dans la boue des tranchées, des Vosges à la mer du Nord, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun et sur tant de champs de bataille, pendant 50 mois de durs combats, avez dit, au moderne Attila : « Tu ne passeras pas ».

Sous la conduite d'un grand chef vous avez vaincu ses hordes barbares et sous vos pas victorieux, les sceptres se sont brisés et les trônes ont roulé comme des feuilles au vent.

Enfants de Vayrac, soldats de la grande guerre, nous vous pleurons mais nous vous admirons.

Vous avez été beaux, vous avez été grands. Et nous tournant vers la ville que vous habitez ou qui vous a vu naître, nous lui disons bien haut :

« O Vayrac, douce petite patrie, citée chère à nos cœurs, que ton front, à la fois se voile et se paroise, mêlé à ton front de mère, un légitime orgueil, plus de soixante des meilleurs de tes fils, sont morts pour la France. »

Et maintenant, morts glorieux, héros dont nous ne retrouvons peut-être pas la poussière, mais dont nous garderons toujours le souvenir, soyez les guides des vivants et venez dire à ceux qui pourraient l'oublier : « C'est à la patrie que nous avons fait le sacrifice de notre vie, pour qu'elle soit toujours la France, la France éternelle, la France aux Français. »

Un émouvant discours de M. de Lapière, président de la section cantonale des pupilles de la nation, a clôturé cette belle et imposante manifestation en l'honneur des enfants de Vayrac, morts pour la patrie.

Association des Veuves et Ascendants de la Guerre. — Les veuves de la guerre et les ascendants des soldats morts pour la France sont invités à assister à une réunion de leur association, le jeudi, dans les bois de Figeac, mardi 22 juillet à 8 heures et demie du soir. Les veuves et ascendants désireux de se faire inscrire sont invités à la réunion.

Probité. — M. Dubernard fils, a déclaré au bureau de police avoir trouvé sur la voie publique un porte-monnaie contenant une certaine somme qu'il tient à la disposition de la personne qui l'a perdue.

Pharmacies. — Aujourd'hui, 20 juillet, le service sera assuré par la Pharmacie Delmas.

Saint-Félix
Un beau coup de fusil. — Jeudi dernier, M. Larromiguière Henry, du hameau de Laschabans, commune de St-Félix, a réussi à abattre d'un coup de fusil, dans les bois avoisinants sa maison d'habitation, une liane du poids de 80 kilogrammes environ. Il a également en suite tué les six petits marcasins qu'elle avait près d'elle.

Nos félicitations à cet adroit chasseur qui a rendu de grands services aux agriculteurs voisins.

Souillac
Démission de conseiller municipal. — M. Charles Bruel, conseiller municipal, a adressé à M. le Préfet du Lot, à Cahors, la lettre suivante :

Monsieur le Préfet,

Je considère que la municipalité et le Conseil municipal de Souillac n'ont pas rempli tout leur devoir civique, qui leur incombe le 14 juillet, pour glorifier nos poilus victorieux et honorer nos morts pour la Patrie comme il convenait.

Sans vouloir apprécier ici les causes de cette regrettable attitude, je désire associer ma protestation à celle de la majorité de mes concitoyens en vous priant d'accepter, dès ce jour, ma démission de conseiller municipal de Souillac.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Charles BRUEL.

Monsieur le Maire de Souillac,

J'ai le regret d'avoir cru nécessaire de transmettre à Monsieur le Préfet du Lot et suivant texte dont inclus duplicata, ma démission de Conseiller municipal de Souillac.

Je regrette que mes conceptions des directives municipales en cette circonstance, et en cent autres diverses se rattachant aux choses publiques, soient assez différentes pour me créer le devoir de reprendre ma liberté.

Je vous prie de faire agréer ces regrets à mes collègues du Conseil, en les assurant comme vous-même de mes sentiments les meilleurs.

Charles BRUEL.

Nos fêtes commémoratives de la Victoire. — A Souillac, comme dans toute la France, les fêtes commémoratives de la Victoire ont été célébrées et ont été organisées par un Comité local malgré que ce Comité n'ait pas trouvé les concours sur lesquels il était en droit de compter.

Dans la répartition du programme de ces 2 jours le Comité a songé à des enfants de la commune et à leur honneur de

la commune morts pour la Patrie, avec le concours de la Fanfare et des Sociétés des Vétérans militaires et secours mutuels qui avaient décidé de se joindre au cortège.

Après quelques morceaux funèbres exécutés par la Fanfare, la série des discours fut ouverte par le Président du Comité qui, dans un langage cordial, respirant la sincérité évoqua devant l'assistance douloureusement émue, le courage, le dévouement, les souffrances au front des poilus de la commune de Souillac, rappela la mémoire de ceux qui sont tombés, et les sacrifices des mères et des pères des glorieux martyrs morts pour la défense et la liberté du pays.

Le Président de la section des Vétérans prit ensuite la parole et rendit le plus humble hommage des anciens aux jeunes de la dernière époque.

Le Président de la Section des Vétérans a fait allusion au monument qu'on devait élever à Souillac aux morts tombés en 1870 et 71. Pendant 44 ans aucune municipalité, ni la Section des Vétérans n'ont fait les efforts nécessaires pour édifier ce monument qui souvenir qui est élevé dans toutes les communes de France.

Il n'en sera pas ainsi à l'avenir : les Vétérans de cette dernière guerre de libération et leurs représentants ne laisseront pas à d'autres le soin de réaliser ce pieux devoir. Ils ont promis de faire élever un monument qui transmettra à la postérité la gloire éclatante des purs héros avec le témoignage impérissable de leur sacrifice et de celui de leurs familles.

Après le Président de la section des Vétérans, M. Lascombes a remercié les orateurs au nom des pères et mères de leurs hommages aux morts pour la patrie. Ce fut une émouvante et magnifique cérémonie.

Vayrac
Fêtes de la Victoire. — Vayrac a célébré avec un élan unanime les fêtes de la Victoire, et dans ce jour immortel nos morts n'ont pas été oubliés. Dans l'après-midi une foule considérable s'est rendue en cortège au cimetière pour rendre un pieux hommage aux héros de Vayrac tombés au champ d'honneur pour la défense de la Liberté.

Devant le monument provisoire élevé à la mémoire de nos glorieux enfants, M. Salamagne, maire, a prononcé d'une voix émue, mais d'un cœur du plus pur patriotisme, de beaux discours que nous nous faisons un devoir de reproduire.

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie d'être venus en si grand nombre apporter aux enfants de Vayrac, morts pour la patrie, un juste tribut d'hommage et de respect.

Malheureusement, seuls, quelques-uns d'entre eux dorment ici leur dernier sommeil et seules, quelques familles ont dans leur grande douleur, l'amère consolation de pouvoir venir prier et pleurer sur leur tombe.

Le plus grand nombre hélas ! drapés dans un linceul de gloire, morts anonymes, reposent pour l'éternité au sein de la terre qu'ils ont arrosée de leur sang.

Et vous, parents inconsolables qui ne reverrez plus le soutien de vos vieux jours, vous, épouses désolées, qui pour le plupart, porterez toujours le deuil du campagne de voyage qui vous si brusquement quittées, qui, dans votre malheur, n'avez qu'un souvenir et qu'un nom gravé sur une croix, acceptez l'hommage de la part bien vive que nous prenons à votre douleur, et l'assurance de la vive gratitude que nous vous devons pour le grand sacrifice que vous avez fait à la patrie.

Plaignons-les ces héros, pour la plupart tombés dans la fleur de l'âge et honorons leur mémoire comme celle des martyrs, car c'est pour la plus belle et pour la plus sainte des causes, qu'ils ont donné leur vie.

Honneur à vous, enfants de Vayrac, morts pour la patrie, votre courage et votre sacrifice, nous ont préservés du joug des Barbares.

Quand retentit l'appel aux armes, quand la France attaquée appela tous ses enfants, vous vous êtes levés comme un seul homme et chantant l'hymne de gloire et de victoire, vous avez dit : « C'est ma mère, je la défends ». Au milieu des Français, c'est vous seuls, habitants des campagnes, qui avez été les plus braves et les plus vaillants.

D'autres, dans les villes, ont forgé la cuirasse d'acier de la France, mais c'est vous qui avez tenu son épée, vous qui, dressant son drapeau sous la mitraille, au milieu des balles et des obus, dans la boue des tranchées, des Vosges à la mer du Nord, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun et sur tant de champs de bataille, pendant 50 mois de durs combats, avez dit, au moderne Attila : « Tu ne passeras pas ».

Sous la conduite d'un grand chef vous avez vaincu ses hordes barbares et sous vos pas victorieux, les sceptres se sont brisés et les trônes ont roulé comme des feuilles au vent.

Enfants de Vayrac, soldats de la grande guerre, nous vous pleurons mais nous vous admirons.

Vous avez été beaux, vous avez été grands. Et nous tournant vers la ville que vous habitez ou qui vous a vu naître, nous lui disons bien haut :

« O Vayrac, douce petite patrie, citée chère à nos cœurs, que ton front, à la fois se voile et se paroise, mêlé à ton front de mère, un légitime orgueil, plus de soixante des meilleurs de tes fils, sont morts pour la France. »

Et maintenant, morts glorieux, héros dont nous ne retrouvons peut-être pas la poussière, mais dont nous garderons toujours le souvenir, soyez les guides des vivants et venez dire à ceux qui pourraient l'oublier : « C'est à la patrie que nous avons fait le sacrifice de notre vie, pour qu'elle soit toujours la France, la France éternelle, la France aux Français. »

Un émouvant discours de M. de Lapière, président de la section cantonale des pupilles de la nation, a clôturé cette belle et imposante manifestation en l'honneur des enfants de Vayrac, morts pour la patrie.

Medames, Messieurs,
Je vous remercie d'être venus en si grand nombre apporter aux enfants de Vayrac, morts pour la patrie, un juste tribut d'hommage et de respect.

Malheureusement, seuls, quelques-uns d'entre eux dorment ici leur dernier sommeil et seules, quelques familles ont dans leur grande douleur, l'amère consolation de pouvoir venir prier et pleurer sur leur tombe.

Le plus grand nombre hélas ! drapés dans un linceul de gloire, morts anonymes, reposent pour l'éternité au sein de la terre qu'ils ont arrosée de leur sang.

Et vous, parents inconsolables qui ne reverrez plus le soutien de vos vieux jours, vous, épouses désolées, qui pour le plupart, porterez toujours le deuil du campagne de voyage qui vous si brusquement quittées, qui, dans votre malheur, n'avez qu'un souvenir et qu'un nom gravé sur une croix, acceptez l'hommage de la part bien vive que nous prenons à votre douleur, et l'assurance de la vive gratitude que nous vous devons pour le grand sacrifice que vous avez fait à la patrie.

Plaignons-les ces héros, pour la plupart tombés dans la fleur de l'âge et honorons leur mémoire comme celle des martyrs, car c'est pour la plus belle et pour la plus sainte des causes, qu'ils ont donné leur vie.

Honneur à vous, enfants de Vayrac, morts pour la patrie, votre courage et votre sacrifice, nous ont préservés du joug des Barbares.

Quand retentit l'appel aux armes, quand la France attaquée appela tous ses enfants, vous vous êtes levés comme un seul homme et chantant l'hymne de gloire et de victoire, vous avez dit : « C'est ma mère, je la défends ». Au milieu des Français, c'est vous seuls, habitants des campagnes, qui avez été les plus braves et les plus vaillants.

D'autres, dans les villes, ont forgé la cuirasse d'acier de la France, mais c'est vous qui avez tenu son épée, vous qui, dressant son drapeau sous la mitraille, au milieu des balles et des obus, dans la boue des tranchées, des Vosges à la mer du Nord, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun et sur tant de champs de bataille, pendant 50 mois de durs combats, avez dit, au moderne Attila : « Tu ne passeras pas ».

Sous la conduite d'un grand chef vous avez vaincu ses hordes barbares et sous vos pas victorieux, les sceptres se sont brisés et les trônes ont roulé comme des feuilles au vent.

Enfants de Vayrac, soldats de la grande guerre, nous vous pleurons mais nous vous admirons.

Vous avez été beaux, vous avez été grands. Et nous tournant vers la ville que vous habitez ou qui vous a vu naître, nous lui disons bien haut :

« O Vayrac, douce petite patrie, citée chère à nos cœurs, que ton front, à la fois se voile et se paroise, mêlé à ton front de mère, un légitime orgueil, plus de soixante des meilleurs de tes fils, sont morts pour la France. »

Et maintenant, morts glorieux, héros dont nous ne retrouvons peut-être pas la poussière, mais dont nous garderons toujours le souvenir, soyez les guides des vivants et venez dire à ceux qui pourraient l'oublier : « C'est à la patrie que nous avons fait le sacrifice de notre vie, pour qu'elle soit toujours la France, la France éternelle, la France aux Français. »

Un émouvant discours de M. de Lapière, président de la section cantonale des pupilles de la nation, a clôturé cette belle et imposante manifestation en l'honneur des enfants de Vayrac, morts pour la patrie.

Association des Veuves et Ascendants de la Guerre. — Les veuves de la guerre et les ascendants des soldats morts pour la France sont invités à assister à une réunion de leur association, le jeudi, dans les bois de Figeac, mardi 22 juillet à 8 heures et demie du soir. Les veuves et ascendants désireux de se faire inscrire sont invités à la réunion.

Probité. — M. Dubernard fils, a déclaré au bureau de police avoir trouvé sur la voie publique un porte-monnaie contenant une certaine somme qu'il tient à la disposition de la personne qui l'a perdue.

Pharmacies. — Aujourd'hui, 20 juillet, le service sera assuré par la Pharmacie Delmas.

Saint-Félix
Un beau coup de fusil. — Jeudi dernier, M. Larromiguière Henry, du hameau de Laschabans, commune de St-Félix, a réussi à abattre d'un coup de fusil, dans les bois avoisinants sa maison d'habitation, une liane du poids de 80 kilogrammes environ. Il a également en suite tué les six petits marcasins qu'elle avait près d'elle.

Nos félicitations à cet adroit chasseur qui a rendu de grands services aux agriculteurs voisins.

Souillac
Démission de conseiller municipal. — M. Charles Bruel, conseiller municipal, a adressé à M. le Préfet du Lot, à Cahors, la lettre suivante :

Monsieur le Préfet,

Je considère que la municipalité et le Conseil municipal de Souillac n'ont pas rempli tout leur devoir civique, qui leur incombe le 14 juillet, pour glorifier nos poilus victorieux et honorer nos morts pour la Patrie comme il convenait.

Sans vouloir apprécier ici les causes de cette regrettable attitude, je désire associer ma protestation à celle de la majorité de mes concitoyens en vous priant d'accepter, dès ce jour, ma démission de conseiller municipal de Souillac.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Charles BRUEL.

Monsieur le Maire de Souillac,

J'ai le regret d'avoir cru nécessaire de transmettre à Monsieur le Préfet du Lot et suivant texte dont inclus duplicata, ma démission de Conseiller municipal de Souillac.

Je regrette que mes conceptions des directives municipales en cette circonstance, et en cent autres diverses se rattachant aux choses publiques, soient assez différentes pour me créer le devoir de reprendre ma liberté.

Je vous prie de faire agréer ces regrets à mes collègues du Conseil, en les assurant comme vous-même de mes sentiments les meilleurs.

Charles BRUEL.

Nos fêtes commémoratives de la Victoire. — A Souillac, comme dans toute la France, les fêtes commémoratives de la Victoire ont été célébrées et ont été organisées par un Comité local malgré que ce Comité n'ait pas trouvé les concours sur lesquels il était en droit de compter.

Dans la répartition du programme de ces 2 jours le Comité a songé à des enfants de la commune et à leur honneur de

DÉPÊCHES
11 h. 50.

Dans le Ministère
Contrairement à l'information des journaux de ce matin, M. Boret n'a encore pris aucune décision. Il se conformera à l'avis du Conseil de Cabinet qui a lieu en ce moment.

A la Présidence du Conseil on remarque que la question de confiance ne fut pas posée à la séance de la Chambre, hier. Une nouvelle indication semble donc être nécessaire. Le débat aurait lieu mardi prochain et Clemenceau y prendrait part.

A Dantzig
De Zurich : L'Amérique, l'Angleterre, la Suède et le Danemark s'efforcent de créer à Dantzig une base d'opérations pour exporter en Pologne et en Russie.

Allemagne et Angleterre
De Zurich : Un accord est conclu entre les gouvernements anglais et allemands prévoyant l'importation mensuelle en Angleterre de 35.500 tonnes de potasse.

Le général Pershing
De New-York : Le général Pershing retournera en Amérique en août. M. Wilson proposera au Congrès sa nomination, à titre permanent, comme chef de l'armée régulière.

Grève Américaine
De Chicago : 80.000 ouvriers du bâtiment font grève. Les patrons menacent de déclarer le lock out.

Afganistan contre Albion
De Londres : Le gouvernement russe des Soviets reconnaît l'indépendance de l'Afganistan et conclut avec lui une alliance offensive contre l'Angleterre.

La grève en Italie
De Rome : La grève générale a avorté en Italie de nombreuses corporations ayant refusé de chômer.

— Mais les cheminots auraient décidé la grève de 24 h. l...

A Fiume
De Rome : Contrairement à l'affirmation des politiciens hostiles à la France, le général Razioli n'a pas quitté Fiume.

Nitti à Trieste
De Rome : M. Nitti ira prochainement à Trieste se rendre compte des besoins du port et de la ville.

Secousse sismique
De Rome : On signale, en Toscane, une nouvelle secousse sismique.

En Hongrie
De Zurich : Les paysans brûlent les récoltes autour de Budapest plutôt que de les livrer aux communistes.

Pas de grève en Bohême
Le Vorwärts annonce que les ouvriers allemands ne feront pas grève le 21.

En Asie Mineure
De Londres : M. Edmund Allenby est nommé généralissime des troupes anglaises, françaises, grecques et italiennes en Asie-Mineure. Il remplira les fonctions de gouverneur militaire à Smyrne.

Avion en flammes
De Londres : Un avion a pris feu en atterrissant à Heudon. Les 3 occupants ont été brûlés.

Terrible

Etude de M^e DURRANC
NOTAIRE A CAHORS

Extrait de fin de purge des hypothèques légales inconnues en conformité de l'article 2194 du code civil et de l'avis du Conseil d'Etat du 1^{er} juin 1807.

Suivant acte passé devant M^e DURRANC, notaire à Cahors, le 21 février mil neuf cent dix-neuf, transcrit au bureau des hypothèques de Cahors le 7 mars mil neuf cent dix-neuf, volume 1322, numéro 83, Madame Eugénie-Marie-Pauline FÉRON de la FERRONNAYS, vicomtesse de ROUGÉ, propriétaire, veuve de Monsieur Marie-Louis BONABES Armand, vicomte de ROUGÉ, demeurant à Paris, cité Martignac, numéro 7, a vendu à la Compagnie du Bourbonnais, Société en commandite par actions au capital de dix-sept

millions cinq cent mille francs, dont le siège est à Lyon, quai de la Pêcherie, numéro 4, représentée par Monsieur Alexis-Jean GROSJEAN, Directeur de l'usine à gaz et de la station électrique de Cahors, domicilié à Cahors, agissant comme mandataire de Monsieur Prosper-Aimé-Saint-Angel Xavier de LACHOMETTE, Ingénieur civil, gérant de ladite Compagnie, domicilié à Lyon, quai de la Pêcherie, numéro 4.

1^o Un moulin à blé édifié sur la rive droite du Lot, avec son agencement, tous immeubles par destination et tous droits à la force hydraulique de la rivière.

2^o Une maison d'habitation avec rez-de-chaussée et premier étage, écurie, hangar, cour et jardin ; et 3^o l'île et les îlots qui se trouvent au-dessous du moulin, en nature de pré, bois et rivage.

Tous ces immeubles situés près du village de Mercuès et paraissant

figurer au cadastre de cette commune à la section C sous les numéros 851 p, 852, 853 p, 854 p, 772 p, 773 p, 814 p, 815 p, 816 p, 822 p, 823 p, 826, 827, 828 p, 829 p, 830, 831, 832 p, 837 p, 837 bis, 838 p, 838 bis, 841 p, 842 p, 843 p, 847, 849, 850 p, 878, 879 et 880 ; ils forment trois tenements contigus et confrontent avec la rivière du Lot, le chemin latéral au midi du canal, le chemin du moulin et la voie du chemin de fer du côté nord.

Le prix de vente fixé à cent vingt-cinq mille francs a été payé comptant.

Une expédition dudit acte de vente a été déposée par M^e DURRANC, notaire, au greffe du tribunal civil de Cahors, le trois avril mil neuf cent dix-neuf, et l'expédition de l'acte de dépôt qui en a été dressé a été notifiée : 1^o à Monsieur Louis-François-Roger de RENOARD, comte de Sainte-

Croix, Général de brigade en retraite, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, cité Martignac, numéro 7, pris en sa qualité de subrogé tuteur des enfants mineurs de Madame la vicomtesse de ROUGÉ, savoir : Paul-Marie-Louis-Joseph-Antoine de ROUGÉ ; Augustin-Gabriel-Henri-Marie-Anne de ROUGÉ ; Jacqueline-Simone-Marie-Immaculée-Joséphine de ROUGÉ ; et Marie-Eliane-Jeanne-Claire-Renée de ROUGÉ, par exploit de Alfred SABATIE, huissier près le tribunal civil de la Seine, demeurant à Paris, 34, boulevard Sébastopol, en date du dix-huit avril mil neuf cent dix-neuf ; et 2^o à Monsieur le Procureur de la République, près le tribunal civil de première instance de Cahors, suivant exploit de CONTOU, huissier à Cahors, en date du dix-neuf mai mil neuf cent dix-neuf, avec déclara-

tion que les immeubles vendus à la Compagnie du Bourbonnais, appartenant en propre à ladite Madame la vicomtesse de ROUGÉ.

Etant encore déclaré que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour raisons d'hypothèques légales dispensées de cette formalité, devront les faire inscrire dans le délai de deux mois, après la fin du moratorium, et que ladite signification serait publiée à la requête de la Compagnie du Bourbonnais, conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 1^{er} juin 1807.

La présente insertion a pour but de purger l'immeuble vendu à la Compagnie du Bourbonnais de toutes hypothèques légales ou privilégiées inconnues.

Pour extrait certifié conforme, Cahors, le 18 juillet 1919.
V. DURRANC.

BONS MAÇONS

sont demandés à deux francs de l'heure. S'adresser : BESSE, Saint-Florent-les-Niort (Deux-Sèvres).

HUILE D'OLIVE extra surfine, garantie pure, colis post. 10 kgs. franco dom. c. remb. 55 fr.

SAVON colis post. 10 kgs. franco c. remb. 31 fr. Victor PATEL, Tunis (Maison Française).

Grande Pharmacie de la Croix Rouge
En face le Théâtre, CAHORS

La Phosphode Garnal

Remplace l'huile de foie de morue et les préparations ferrugineuses et iodées

Pour le traitement et la guérison des Maladies de la poitrine, Maladies des os, Maladies des enfants, Rhumatismes, Engorgements ganglionnaires, Toux opiniâtre, Furoncles, etc.

Etudes de M^e AUSTRY, notaire à Figeac et de M^e L. NUVILLE, Docteur en Droit, avoué à Figeac (Lot), successeur de M^{es} Vival, Malricu et Loubet

VENTE DE BIENS DE MINEURS

Adjudication fixée au **DIMANCHE DIX-SEPT AOUT MIL NEUF CENT DIX-NEUF à QUATORZE heures**, en la maison Antraygues, près la gare de Viazac, devant M^e AUSTRY, notaire à Figeac.

En exécution d'un jugement rendu sur requête par le tribunal civil de Figeac, le vingt-trois juillet mil neuf cent quinze, enregistré.

A la requête de Dame Maria FEL, sans profession, veuve de Louis dit Adrien PRADAL, demeurant au Rouget, commune de Linac, agissant tant en son nom personnel si besoin est, qu'en qualité de tutrice légale de ses deux enfants mineurs Adolphe et Arthémond PRADAL, issus de son mariage avec le dit PRADAL, décédé au Rouget, commune de Linac, ayant M^e NUVILLE pour avoué constitué près le tribunal civil de Figeac.

En présence ou lui dûment appelé de : M. Germain PRADAL, propriétaire, demeurant au Rouget, Commune de Linac, pris en

qualité de subrogé-tuteur des mineurs Adolphe et Arthémond PRADAL, sus-nommés.

Il sera procédé le **DIMANCHE DIX-SEPT AOUT MIL NEUF CENT DIX-NEUF à QUATORZE heures**, en la maison Antraygues près la gare de Viazac (Lot), par devant M^e AUSTRY, notaire à Figeac, commis à cet effet, à la vente aux enchères publiques des immeubles ci-après désignés appartenant aux dits mineurs PRADAL ou indiqués entre ces derniers et Maria FEL, leur mère.

DÉSIGNATION des immeubles à vendre
TELLE QU'ELLE A ÉTÉ INSÉRÉE AU CAHIER DES CHARGES

Les immeubles à vendre con-

sistent en deux prés situés sur la commune de Saint-Jean et Saint-Félix dans les dépendances du village de Listour et qui ne sont séparés que par une parcelle en nature de terre et pré, propriété de la famille Cabridens de Listour.

Le premier de ces prés paraît porté au cadastre sous le nom de la Rivière ou de Létang et sous les numéros 611 p et 612 p de la section A pour une contenance de soixante-un ares quarante centiares et confronte avec chemin public, rivière du Céle et propriété de la famille Cabridens.

Le second des dits prés paraît porté au cadastre sous le nom de la Rivière ou Masson et sous les numéros 615 et 616 de la section A pour une contenance de trente-trois ares. Seront comprises dans la

vente des dits prés les eaux d'une source située dans le terrain des époux Murat sis au-dessus du chemin qui le sépare du premier des dits prés, ainsi que la grange que le sieur Pradal a édifiée sur le premier des dits prés. Les deux prés à vendre sont jadis à l'année sans bail écrit par M. Marcellin Navet, propriétaire à Larrive, commune de Bagnac.

Les immeubles ci-dessus seront mis en vente sur la mise à prix de deux mille six cents francs, ci ..... **2.600** fr.

Le cahier des charges pour parvenir à la vente, dressé par M^e AUSTRY, notaire à Figeac, commis à cet effet, a été déposé en son étude où chacun peut en prendre connaissance. Les frais de poursuites de

vente seront payables en diminution du prix d'adjudication.

L'adjudication aura lieu au jour, lieu et heure sus-indiqués.

Il est déclaré à tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour raison d'hypothèques légales qu'ils devront requérir ces inscriptions avant la transcription du procès-verbal d'adjudication.

Pour extrait certifié véritable, Figeac le dix-huit juillet mil neuf cent dix-neuf.

L. NUVILLE, avoué.

Pour tous renseignements, s'adresser à M^e NUVILLE, avoué à Figeac, y demeurant, Boulevard Président Wilson et à M^e AUSTRY, notaire à Figeac, chargé de la vente.

ÉTUDE DE
M^e L. NUVILLE
Docteur en Droit
AVOUÉ A FIGEAC (LOT)
Successeur de M^{es} Vival, Malricu et Loubet.

PURGE d'hypothèques légales

Suivant acte sous seing privé en date à Figeac du quinze mai mil neuf cent dix-huit, enregistré, déposé au rang des minutes de M^e TARAYRE, notaire à Figeac, le trois juin mil neuf cent dix-huit, M. Henri VALETTE, cultivateur demeurant à Rous-sille, commune de Figeac, a acquis de M. Cyprien LABARTHE, cultivateur, demeurant à Bénéviolate, commune de Cardail-lac, un immeuble formant un enclos en nature de terre labourable, maison et grange, situé à Marsal, commune de Figeac, confrontant du levant propriété Fréjaville, du midi route de Marsal, du couchant propriété Devèze et du nord propriété Roques, moyennant le prix de dix-huit cents francs outre les charges.

Copie collationnée de cet acte de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de Figeac, le trois avril mil neuf cent dix-neuf et le procès-verbal de dépôt délivré par le greffier a été signifié à 1^o M. le Procureur de la République près le tribunal

civil de Figeac ; 2^o à dame Marie LASFARGUES, sans profession, épouse du dit Cyprien LABARTHE, domiciliée avec son mari au dit lieu de Bénéviolate, commune de Cardail-lac, suivant exploit de M^e VAYSSETTES, huissier à Figeac, en date des deux et quatre juillet mil neuf cent dix-neuf enregistré.

Cette insertion a pour but de purger l'immeuble vendu de toute hypothèque légale inconnue et est faite en conformité de l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Il est déclaré à tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions d'hypothèque légale sur l'immeuble acquis par le dit Valette, que les formalités prévues par le Décret du 17 juin 1916 pour obtenir la reprise du cours du délai de deux mois qu'ont les ayants droit pour prendre inscription d'hypothèque légale, délai suspendu par les effets du Décret du 10 août 1914, ont été remplies ; qu'aucune opposition à la reprise du cours du dit délai n'ayant été faite, ce délai court nonobstant l'état de guerre et que par suite tous ceux pouvant avoir à inscrire des hypothèques légales sur l'immeuble dont s'agit devront le faire dans le dit délai de deux mois à compter de ce jour sous peine de déchéance.

Pour extrait certifié véritable, Figeac le dix-sept juillet mil neuf cent dix-neuf.

L. NUVILLE, avoué.

Etude de M^e François SÉGUY, licencié en droit, avoué près le tribunal civil de Cahors, rue Saint-Pierre

VENTE SUR SURENCHÈRE DU SIXIÈME A SUITE DE LICITATION

les étrangers admis, en un seul lot

d'un corps d'immeubles dépendant de la communauté d'acquêts ayant existé entre Madame Elise SAVARY et Monsieur François LACROIX, mariés, comprenant UNE MAISON et ses dépendances, un petit jardin et une terre, le tout sis à Parnac (Lot).

L'adjudication aura lieu le **NEUF AOUT MIL NEUF CENT DIX-NEUF, à DEUX heures de l'après-midi**, en l'audience des criées de vacations du Tribunal civil de Cahors, séant au Palais de justice de la dite ville.

On fait savoir à qui il appartient :

Qu'en vertu et en exécution d'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de Cahors, le dix août mil neuf cent dix-huit, enregistré et ayant acquis aujourd'hui l'autorité de la chose jugée, par lequel jugement le partage de la communauté ayant existé entre la dame Elise SAVARY et son mari François LACROIX, avait été ordonné.

Et encore en vertu et en exécution d'un autre jugement rendu par le même tribunal civil de Cahors, toujours contradictoirement entre parties le seize mai mil neuf cent dix-neuf enregistré et signifié, par lequel jugement, la licitation des immeubles dépendant de la communauté SAVARY-LACROIX a été préalablement ordonnée.

Et qu'aux requêtes, poursuites et diligences de : Madame Elise SAVARY, épouse séparée de corps de Monsieur François LACROIX Gardien de la paix en retraite, demeurant à Parnac (Lot), la dite dame demeurant à la Varenne-Saint-Hilaire, avenue Adam, numéro 2 (Seine), ayant Maître François SÉGUY pour avoué constitué près le Tribunal civil de Cahors, lequel occupera pour elle avec élection de domicile en son étude au dit Cahors, rue Saint-Pierre, D'une part.

En présence ou lui dûment appelé de :

Monsieur François LACROIX, mari de la dite dame Elise SAVARY, ancien gardien de la paix en retraite, domicilié à Parnac (Lot),

ayant Maître Pierre HUARD, pour avoué près le Tribunal civil de Cahors, avec élection de domicile en son étude, dite ville, D'autre part.

Il a été procédé le **QUATRE JUILLET mil neuf cent dix-neuf à DEUX heures de l'après-midi**, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de Cahors, par-devant Monsieur le Président d'audience à ces fins commis par le jugement du seize mai mil neuf cent dix-neuf précité.

A la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, les étrangers admis, en un seul lot, des immeubles ci-après désignés, et dépendant de la communauté d'acquêts ayant existé entre les mariés SAVARY-LACROIX, aujourd'hui séparés de corps ;

Un cahier des charges contenant les clauses et conditions de la présente licitation a été dressé par les soins de Maître SÉGUY, avoué à Cahors, et déposé au Greffe du Tribunal civil où toutes personnes peuvent en prendre connaissance sans frais.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE
TELLE QU'ELLE RÉSULTE DU CAHIER DES CHARGES

LOT UNIQUE
Ce lot comprendra : Une maison avec son sol, une pièce de terre en nature de jardin

et terre labourable, le tout d'un seul tenant, à Parnac au lieu dit « Grand Camp » ;

La maison est construite en pierres et couverte en tuiles. Elle se compose :

D'un rez-de-chaussée s'ouvrant à l'aspect de l'Est, lequel rez-de-chaussée comprend une cuisine, une pièce à côté et une cave ;

D'un premier étage qui se compose de deux chambres, dont l'une avec cheminée seulement, séparées entre elles par un petit cabinet ;

D'un galetas s'étendant sur tout le premier étage ;

Il n'existe pas de cave au sous-sol ;

À côté de la maison et à l'aspect de l'Ouest, on remarque des constructions comprenant : deux étables à cochons, un fournil, un appentis sur tout le dessus ;

Contre le mur à l'aspect du Sud de la maison se trouvent une citerne avec eau potable et un lavoir ;

Cette maison portée au plan de la matrice cadastrale de la commune de Parnac, au lieu dit « Grand Camp » sous le numéro deux cent douze (212), section A, est d'un revenu imposable de quarante-huit francs soixante-quinze centimes ;

Elle a huit ouvertures ;

Ce lot comprend encore :

Un sol ou cour à l'aspect de l'Est, avec, au même aspect, un petit jardin avec kiosque char-

mille ;

À l'aspect du Sud, le jardin se continue et on remarque une terre plantée en jardinage et en rangées de vigne ;

Cette terre et le petit jardin sont

portés au plan de la matrice cadastrale de la commune de Parnac, au lieu dit « Camp Grand » sous les numéros deux cent douze parties (212 p) et deux cent treize (213), section A, pour une contenance de treize ares soixante-dix centiares, deuxième classe, et pour un revenu de quinze francs quatre-vingt-cinq centimes.

La contenance totale de tout le lot est d'environ quinze ares. Ces immeubles, d'un seul tenant, sont lotés à Monsieur LABRO Frédéric et à sa femme née Albanie MOMMÉJA, qui ont semé toutes les récoltes.

Ces immeubles confrontent : Au nord, à chemin public communal venant du passage de l'Angé à Parnac.

Au sud, à propriété de Monsieur FOURNÉ, Jean-Louis ;

A l'ouest, à propriété de Monsieur JOUCLET Edmond ;

Et au levant à propriété de Monsieur LABRO Antoine ;

Le dit jour quatre juillet mil neuf cent dix-neuf, les immeubles ci-dessus désignés ont été adjugés moyennant le prix de trois mille huit cent vingt francs à Maître Franck SAUVÈTRE, avoué près le tribunal civil de Cahors, qui a déclaré command sur l'audience en faveur de Monsieur Frédéric LABRO et de dame Albanie MOMMÉJA, mariés demeurant ensemble à Parnac, suivant procès-verbal d'adjudication dressé par Monsieur le Président d'audience à ces fins commis ;

Mais par acte fait au greffe du tribunal civil de Cahors le onze juillet mil neuf cent dix-neuf, Monsieur Célestin GASTAL, pro-

priétaire demeurant et domicilié à Parnac, assisté de Maître François SÉGUY, avoué qu'il a constitué à cet effet, a déclaré surenchérir du sixième en sus des charges le prix des dits immeubles et le porter à la somme de **QUATRE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE FRANCS**, ou quoi que soit au prix principal augmenté d'un sixième ;

Cette surenchère enregistrée a été régulièrement dénoncée à :

1^o Maître Franck SAUVÈTRE, avoué des époux LABRO Frédéric, adjudicataires,

2^o Maître Pierre HUARD, avoué co-licitant et de François LACROIX,

3^o Maître François SÉGUY, avoué poursuivant la vente sur licitation et de dame Elise SAVARY, épouse séparée de corps du dit François LACROIX.

Par acte du Palais en date du douze juillet mil neuf cent dix-neuf.

En conséquence de ce qui précède,

Et aux requêtes, poursuites et diligences de Monsieur Célestin GASTAL, propriétaire et maçon demeurant et domicilié à Parnac, ayant Maître François SÉGUY pour avoué constitué avec élection de domicile en son étude à Cahors, rue St-Pierre.

En présence de 1^o Madame Elise SAVARY, épouse séparée de corps de Monsieur François LACROIX, gardien de la paix en retraite, demeurant à Parnac (Lot), la dite dame demeurant à la Varenne-Saint-Hilaire, avenue Adam, numéro 2 (Seine), ayant

Maître François SÉGUY pour avoué constitué près le tribunal civil de Cahors, avec élection de domicile en son étude ;

2^o Monsieur François LACROIX, mari de la dite dame Elise SAVARY, gardien de la paix en retraite, domicilié à Parnac (Lot), ayant Maître Pierre HUARD pour avoué près le tribunal de Cahors avec élection de domicile en son étude ;

et 3^o de Monsieur LABRO Frédéric et Madame Albanie MOMMÉJA son épouse, propriétaires demeurant à Parnac (Lot), adjudicataires ayant Maître Franck SAUVÈTRE pour avoué près le tribunal civil de Cahors, avec élection de domicile en son étude ;

Il sera procédé le **SAMEDI NEUF AOUT MIL NEUF CENT DIX-NEUF à DEUX HEURES de l'après-midi**, à l'audience des criées du tribunal de première instance de Cahors, audience de vacation, au palais de justice de la dite ville, à la vente sur surenchère du sixième, au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles désignés ci-dessus.

MISE A PRIX

Les biens immeubles ci-dessus désignés et faisant l'objet de la présente surenchère seront mis en vente sur la nouvelle mise à prix de quatre mille quatre cent soixante francs, ci ..... **4.460** fr.

PAIEMENT DES FRAIS

Tous les frais exposés jusqu'au jour de l'adjudication y compris ceux afférents aux premières enchères et à la présente surenchère seront payés par l'adjudicataire en sus et en augmentation de son prix d'adjudication, dans les DIX JOURS de l'adjudication, entre les mains de Maître SÉGUY, avoué poursuivant la présente surenchère.

Pour extrait certifié conforme, L'avoué poursuivant François SÉGUY.

Enregistré à Cahors, le juillet mil neuf cent dix-neuf Folio case . Reçu : un franc quatre-vingt-huit centimes décimes compris.

Le receveur, Signé : PONCHARREAU.

Pour tous renseignements s'adresser à 1^o Maître F. SÉGUY, avoué poursuivant la présente surenchère.

2^o A Maître P. HUARD avoué co-licitant.

3^o Maître SÉGUY, avoué poursuivant la licitation.

4^o Maître SAUVÈTRE, avoué de l'adjudicataire.

Qui, comme tous les autres ayants occupant près le Tribunal civil de Cahors, pourront être chargés d'enchères.